

LA FRANÇAISE

Journal de Progrès Féminin
PARAISANT TOUS LES SAMEDIS

Directrice-Fondatrice :
Jane MISME

ABONNEMENTS

FRANCE. Un an. 6 fr.
ÉTRANGER. 8 fr.

Les Abonnements ne peuvent être conclus pour moins d'un an. Ils partent du 1^{er} de chaque mois.

LE NUMÉRO :

FRANCE. 10 centimes
ÉTRANGER. 15 —

Aux Bureaux du Journal seulement et par poste

ABONNEMENTS

FRANCE. Un an. 6 fr.
ÉTRANGER. 8 fr.

LE NUMÉRO :

FRANCE. 10 centimes
ÉTRANGER. 15 —

Aux Bureaux du Journal et par la poste

TELEPHONE : PASSY 46-1

ANNONCES

aux Bureaux du Journal

Programme de l'Action des Françaises pour le relèvement de la Patrie

Pour célébrer le Dixième Anniversaire de "La Française"

Il y a exactement dix ans aujourd'hui, que le 21 octobre 1920, paraissait le premier numéro de *La Française*. De ceux qui contribuent à la fonder beaucoup lui restent fidèles. Des autres, je ne veux me rappeler en cet instant que leur dévouement premier.

A tous nos amis anciens, même s'ils ne le sont plus, et aux amis nouveaux qui, en ces dernières années se sont unis à nous pour former à notre œuvre un sérieux soutien, à nos lecteurs, nos lectrices dont beaucoup sont de la première heure, qu'il me soit permis de rendre hommage au nom du féminisme français. Il leur devra d'avoir eu, dix ans durant cette manifestation que rien ne remplace et qui renforce toutes les autres : un journal régulier. Et moi, je les remercie de m'avoir permis par leur concours, de réaliser une tentative qui se présentait à ma pensée comme un devoir impérieux. S'il ne m'a pas été donné encore, et s'il ne doit pas m'être donné bientôt de la conduire jusqu'où j'aurais souhaité, jusqu'où il serait nécessaire qu'elle aille pour devenir pleinement efficace, au moins aurais-je fait tout l'effort qui était en moi pour ce but ; peut-être d'autres ensuite reprendront-ils plus aisément et plus heureusement la tâche. Et ce dixième anniversaire qui trouve *La Française* vivante n'en est moins une fête.

Les fêtes, aux terribles jours où nous sommes, ne peuvent point être célébrées par la joie, et nous n'avons pas songé pour celle-ci à organiser quelque cérémonie qui eût rassemblé nos amis comme en temps ordinaire, cela se serait fait. Nos fêtes quand perpétuellement des héros souffrent et meurent pour l'idéal français ne doivent pas connaître d'autre rite que ceux unis par les commandements catholiques à chacune des pompes de l'Eglise, ces « actes de vertu » qui sont sous les démonstrations pieuses le sceau caché de leur sincérité, car sous le geste adorateur, ils réalisent le sacrifice. C'est en cette preuve de leur foi que nous proposons aujourd'hui à nos amis de se réunir : qu'ils célèbrent le dixième anniversaire de *La Française* en se promettant de prendre cette année une peine assidue pour la servir et qu'ils la servent dès aujourd'hui par un effort pour répandre ce numéro.

Il nous coûte à nous-même un gros travail, mais nous avons voulu qu'il soit en ce jour, comme l'image même de notre cause et qu'il figure à lui seul toute sa beauté, en même temps que son ampleur et sa nécessité. Nous voudrions que partout il aille dire ce que le féminisme se propose, et dissiper le nuage des malentendus retenants hors de lui tant d'âmes de bonne volonté, tant de réelles forces qui lui seraient précieuses. Nous voudrions qu'il aille en cette œuvre immense du relèvement de la France par les femmes, l'unité des Françaises. Déjà quelques amis l'ont compris et d'avance nous ont demandé soit de leur adresser des exemplaires qu'ils se chargent de répandre, soit d'en distribuer un certain nombre en leur nom. Si chacun de nos lecteurs faisait de même, il fêterait, croyons-nous, de la meilleure façon notre jubilé.

Nous avons reçu, ces dernières semaines en réponse aux vœux exprimés par nous pour la diffusion de notre journal certaines critiques qui l'accusaient d'imperfections diverses. Nous ne prétendons certes point qu'il soit parfait. Et nous savons hélas ! mieux que personne, pour y penser chaque jour, tout ce qu'il pourrait recevoir d'améliorations. Mais à ceux qui le jugent sans indulgence, nous sera-t-il permis de demander ce qu'ils ont fait pour lui. Un journal comme celui-ci qui n'est point une amusette qui est l'outil d'une cause et un outil essentiel ne peut tenir sa première prospérité que des apôtres acquis déjà à cette cause.

Et nous protestons de toutes nos forces contre le fait qu'il soit dévoué à « une chapelle ». Je défie qu'on nous puisse reprocher d'avoir refusé notre publicité à aucune démarche sérieuse. Et si nous parlons de certaines œuvres plus que d'autres, ne serait-ce point parce que les premières croyant sans doute davantage à l'importance de notre concours, nous tiennent mieux au courant de leurs faits et gestes. La se-

conde prière que nous adressons à nos amis pour la fête de *La Française* est que, de ce côté aussi, ils nous aident à détruire les malentendus.

JANE MISME.

Nécessité d'une Vue et d'une Action d'Ensemble

Le programme dont nous donnons ici un aperçu et qui nous paraît tracer tout entière la tâche que les conséquences de la guerre imposent aujourd'hui aux femmes, nous n'avons pas eu besoin de le créer pour la circonstance. Il existait. Il fut établi dans ses grandes lignes et rendu public voici quinze ans, alors que se fondait le *Conseil national des femmes françaises*. Cette part d'activité féminine qui apparaît aujourd'hui comme une contribution indispensable au relèvement de la patrie, les féministes l'avaient depuis longtemps jugée indispensable à la vie normale des nations. Ils y voyaient le rétablissement de l'ordre des choses que les tâtonnements de l'évolution humaine ont faussé à la base des sociétés. Ils pensaient que faute de ce retour à la logique, à la justice, la civilisation moderne périrait comme ont péri les civilisations antiques.

Ils le pensent plus que jamais et ils ont la conviction ardente, que parmi les peuples en lutte, les plus forts demain seront ceux qui réaliseront les premiers, la mise en œuvre de toutes leurs valeurs. Le grand congrès du *Conseil National des femmes* en 1913, avait prouvé d'une manière éclatante la sûreté de l'idéal féministe en dévoilant l'utile travail que ses adeptes avaient accompli déjà dans la voie marquée ; et combien les femmes étaient propres à une action plus large. La guerre l'a montré mieux encore en les jetant brusquement par masses dans des voies inédites.

Cela ne signifie point qu'elles soient définitivement rétablies partout où l'on a, où l'on aura besoin d'elles. Beaucoup trop restent inutilisées. Et il faut craindre que, la guerre finie, une réaction ne rende les autres, en grand nombre à leur ancienne inutilité, soit qu'elles y retournent spontanément soit qu'une opposition renaissante les y repousse.

Aussi ne devons-nous point nous lasser de répéter que le salut de la France, le veut toutes à l'œuvre, et de dire pourquoi et comment. Nous le faisons aujourd'hui en publiant ce programme.

Il ne prétend point fixer avec précision, dans tous ses détails, la tâche féminine. Il en veut montrer seulement les grandes divisions, et indiquer des moyens pratiques permettant à chacun d'y travailler aussitôt. Il a pour but de susciter à la fois, le ralliement des bonnes volontés aux tentatives en cours ; et de nouvelles initiatives couvrant les trop nombreuses lacunes qui demeurent dans l'œuvre entreprise. Il a pour but aussi, et peut-être par dessus tout, de rendre visible à tous les rapports trop généralement méconnus reliant entre eux les divers besoins du pays auxquels ce plan d'action répond.

La difficulté que la plupart des esprits éprouvent à envisager une réforme dans son entier est, en effet, le pire écueil où elles se heurtent toutes. La peur de l'inconnu, le pouvoir des idées et des sentiments acquis, habitudes de l'âme tenaces comme celles du corps, en est la cause. Toute vérité nouvelle proclamée provoque un recul instinctif, et c'est à qui criera le plus fort à la folie.

Cependant la force du vrai est telle que, à cette lumière renée, chacun découvre bientôt un des maux qu'elle éclaircit, qui, proche de lui, s'impose à sa vue et qu'il n'avait point aperçu jusque là. Et jour à jour, quelqu'un entreprend de porter remède à certain de ces maux tout en continuant souvent à nier le principe que le lui a dénoncé et les autres nécessaires applications de ce principe.

Puis qu'aucune autre réforme, peut-être le féminisme est victime de ce phénomène. Aux premiers apôtres qui ont proclamé le principe l'égalité naturelle de l'homme et de la femme, on sait quelle réponse il fut réservée : le rire. Il s'en faut encore que cette idée soit acceptée généralement, avec sa conséquence logique : le rétablissement de l'égalité sociale de l'homme et de la femme dans le droit et de devoir, un traitement pareil de l'un et de l'autre en toutes circonstances.

On croit que leur ami à la berline et ne rêve que dangereux bouleversements ; que si l'on touchait à ce champ, les cultures de tout le pays périraient. Puis chacun avance dans l'un des carrés et soudain s'aperçoit qu'il marche en effet sur une jachère. L'un s'écrie : « Il est vrai, voici du chiendent dans ce coin ». S'il a du courage, il ajoute : « Arrachons-le » et se met à l'ouvrage. Ses trois compagnons d'incredulité, ont fait une découverte et un geste analogues.

Mais tous, sans y aller voir, persistent à proclamer que les carrés de leurs amis sont en parfait état ; qu'il est absurde et malaisant d'y toucher.

Ainsi ceux qui les entendent ne savent auquel aller et les laissent se débrouiller seuls ; à moins qu'ils ne jettent tantôt vers celui-ci, tantôt vers celui-là, selon la voix qui leur parvient, quelque bâton pour empêcher d'avancer. Et le pauvre homme qui est resté au centre et qui, aussi méthodiquement qu'il le peut, bêche les quatre angles qui s'y rejoignent, reçoit le plus de coups.

Un jour peut-être, tout de même le champ se trouvera débarrassé tout-à-fait, mais après combien de peines et de temps perdus. A moins que tandis que les ouvriers paissent, le vent n'emporte les mauvaises graines trop longtemps restées en leurs carrés et qu'un ennemi ne vienne alors conquérir les terres épuisées.

Les féministes, qui peinent au milieu du

champ, ont vu se multiplier les points sur lesquels de nouveaux ouvriers portaient la pioche, en reniant leurs voisins. Les uns travaillent pour obtenir aux femmes des droits civils, mais leur refusent les droits politiques et vice versa. Beaucoup réclament pour elles le droit au travail, mais leur ferment certaines carrières ou bien n'admettent à aucune les femmes mariées. Hier encore une conférencière Mlle Zeys, interviewée, faisait savoir par la voix de la presse qu'elle allait inviter sous le patronage du gouvernement, les femmes à embrasser en masse les professions agricoles : « Mais, prenait-elle soin d'ajouter, cela n'a aucun rapport avec le féminisme ». Le cas le plus étonnant de vision restreinte est encore celui des philanthropes qui continuent à croire qu'ils relèveront le pays en donnant à la femme uniquement des secours, la gardant ainsi à la chaîne de la communauté au lieu de la mettre en état de se suffire et d'aider à la marche collective.

Nous essayons aujourd'hui de conduire tout autour du champ les travailleurs isolés dans leurs spécialités afin qu'ils reconnaissent quels rapports elles ont entre elles ; et que toutes ont un rapport essentiel avec le principe féministe.

Le temps des réalisations urgentes est venu ; et l'œuvre de salut national ne se fera vite et bien que si on parvient suffisamment à la voir et à la mener d'ensemble.

J. M.

L'EDUCATION

L'EDUCATION

Personne ne songe heureusement à nier la compétence des femmes en matière éducative, et quoiqu'un peu d'entre elles encore aient fait profession d'écarter la pédagogie un grand nombre déjà parmi l'élite des enseignantes universitaires sont à l'œuvre pour le perfectionnement des programmes d'instruction et d'éducation et des méthodes pédagogiques. Leur quantité et leur qualité ne cessera de s'accroître à mesure qu'il sera permis aux femmes d'occuper les fonctions supérieures encore pour la plupart réservées aux hommes ; et l'on verra aux chapitres concernant le travail et le droit des femmes que le féminisme s'inquiète de les pousser vers ceux de ces postes qui leur sont accessibles et de leur obtenir l'accès des autres. Déléguées cantonales, membres des conseils et des commissions de l'instruction publique, toutes peuvent dès maintenant prétendre à le devenir ; toutes celles qui ont les loisirs et la compétence nécessaires doivent chercher à l'être. Par là, elles pourront agir en faveur de toutes les améliorations du régime scolaire, en proposer elles-mêmes, soutenir celles que préconiseraient des initiatives diverses.

Signalons encore l'existence de comités de dames patronesses des écoles publiques, précieux soutiens des institutrices et des instituteurs.

Nous ne saurions douter que les femmes universitaires comprennent quel concours elles peuvent attendre de ces collaboratrices, libres des liens qui trop souvent elles-mêmes les paralysent. Nous ne doutons pas non plus qu'elles ne souhaitent l'élargissement de la place féminine dans le haut domaine universitaire. Nous croyons seulement que, en général, elles ont encore insuffisamment compris la force que pourrait leur apporter au profit de l'œuvre éducative une alliance active avec le féminisme militant. Il faudrait que la propagande entreprise par un groupe important d'entre elles soit élargie et intensifiée afin de les atteindre toutes.

Le développement de cette propagande est une des tâches que nous indiquons aux dévouements nouveaux. Elle est indispensable à la prompt réalisation de la réforme scolaire telle que nous l'entendons.

Cette réforme a pour base l'unification de l'enseignement des garçons et des filles sur toute la ligne. Le séparatisme traditionnel appliqué à l'enfance a pour effet de créer entre l'homme et la femme dans leur vie commune un éternel malentendu. De plus, en développant garçons et filles incomplètement selon des données systématiques, on dévie en beaucoup d'entre eux des dispositions individuelles faussées attribuées exclusivement à l'un ou l'autre sexe. Il est indéniable que les filles aient plus que les garçons souffert de l'arbitraire séparatiste, puisque c'est à elles que l'on a le plus mesuré les matières et les doses d'études, et contre elles que des restrictions subsistent toujours. Travailler à combler les lacunes de l'éducation générale, obtenir qu'elle devienne la même à tous les degrés pour les deux sexes, c'est donc préparer par le communisme la mise en valeur totale de l'élément féminin au profit du progrès national.

Avant d'entrer dans l'examen sommaire des diverses parties de la tâche à réaliser pour unifier l'éducation, disons tout de suite quels moyens de réalisation nous semblent applicables. Nous en voyons de deux sortes :

1° Une propagande organisée auprès des pouvoirs scolaires, à propos de chaque réforme de détail qui paraît désirable, en ayant soin de toujours s'adresser aux questions, c'est-à-dire de ne demander d'abord que ce qui est pratiquement possible.

2° La création effective par des initiatives ou des œuvres privées des organismes nécessaires à compléter l'enseignement scolaire, soit que l'on parvienne à faire accepter les organismes ainsi créés dans le programme même de l'école, soit qu'on les établisse et en dehors et à côté de l'école.

EDUCATION PHYSIQUE

Elle est à peu près inexistante à l'école, et nous n'avons pas besoin d'insister sur son importance pour la race. L'exemple de l'Allemagne qui a fait une si large part à la gymnastique dans son enseignement scolaire à tous les degrés est pour nous une leçon et restera une menace si nous n'égalons pas son effort en ce sens. Nos dirigeants semblent actuellement le comprendre pour les garçons en qui ils regardent les futurs soldats. Il faut leur rappeler que les filles sont les futures mères et qu'on atrophia la race en les laissant systématiquement s'atrophier comme on l'a fait jusqu'ici.

Le féminisme doit entreprendre une campagne énergique et incessante pour que la gymnastique fasse sérieusement partie de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire. Et comme la question d'argent se pose ici comme partout, il doit pour obvier aux insuffisances du budget de l'Etat provoquer les générosités qui offriront aux écoles dépourvues le matériel et le professeur nécessaires.

Hors l'école, la multiplication des institutions de culture physique est indispensable pour les adultes l'existence encore à l'usage des jeunes filles qu'une fédération de sociétés populaires à l'état embryonnaire rattachée à la puissante Union des Sociétés de gymnastique et quelques écoles privées dont la principale, Académie, semble orientée pour rendre de sérieux services.

EDUCATION MORALE

Elle a été jusqu'ici, au contraire de l'éducation physique, négligée ou plutôt faussée principalement pour les jeunes gens. On n'ignore pas que le principe dit « Unité de la morale » est un des points primordiaux de la Doctrine féministe. Ce principe est l'affirmation que les garçons comme les filles doivent avoir pour idéal et pour règle la pureté des mœurs avant le mariage et, dans le mariage, la fidélité. L'enseignement scolaire, d'accord avec celui de la famille, doit le leur apprendre à tous les degrés de leur éducation, à tous les degrés de leur développement, à tous les degrés de leur vie.

EDUCATION SOCIALE

Elle est à peu près tout entière à créer dans et hors l'école. Une première institution sous le nom d'Ecole de Service Social émanant de l'Association Foi et Vie existe depuis deux ans. Mais il faudrait que dès l'enfance des leçons initiales des écoliers à la connaissance des besoins du pays et que des œuvres unissent garçons et filles dans la pratique de l'ordre social. Le champ est ouvert à toutes les initiatives de cet ordre. Elles peuvent se relier à la section d'Assistance et de Prévoyance sociale et à la section d'Hygiène du Conseil national.

EDUCATION INTELLECTUELLE

La parité de l'instruction pour les deux sexes existe dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement supérieur. Et des institutions privées donnent aux jeunes filles le même enseignement secondaire que l'Université offre aux garçons. La tâche de féminisme sur ce point consiste donc à obtenir de l'Etat qu'il unifie, pour les deux sexes, son enseignement secondaire. La section d'Education du Conseil national des femmes a commencé une campagne en ce sens, qui, pour porter ses fruits, demande à prendre de plus en plus d'extension.

EDUCATION DOMESTIQUE

Les féministes estiment que pour le bien de l'homme et de la famille, autant que pour celui de la femme, elle doit être donnée à l'école, aux garçons comme aux filles. Bien peu d'écoles ont encore la possibilité de la distribuer même aux filles. Nous pouvons citer un exemple d'initiative privée par le maire du XIX^e arrondissement de Paris, M. le docteur P. Bouillet.

Le préjugé de l'infériorité féminine et ses conséquences dans les mœurs et dans les lois si puissantes chez nous, prive en partie, la bienfaisance actuelle d'un des éléments qui, ailleurs et logiquement, fait la plus grande part de sa puissance. Les femmes françaises apportent une part d'activité insuffisante dans le fonctionnement de l'Assistance, jadis abandonnée aux bonnes volontés individuelles et dont l'évolution des mœurs a fait un organisme social.

Ce préjugé a commencé par les déposséder dans le système nouveau de l'Assistance de la prépondérance qu'elles avaient prises naguère.

Lorsque l'Etat créa les services de l'Assistance publique, il les soumit à la convention d'après laquelle les femmes devaient être à la fois exclues des hautes fonctions officielles et du travail professionnel. Les Conseils supérieurs de même que les commissions d'étude, la direction, tous les services administratifs, même les bureaux de bienfaisance, enquêtes, visites, etc., de contact direct avec eux, furent aux mains des hommes. On ne conserva de femmes que les religieuses, cuisinières ou garde-malades des hôpitaux.

Les pouvoirs méconnaissaient ainsi, en suivant un des errements du passé, une leçon que le passé aussi leur donnait, non par une théorie, mais par les faits mêmes. C'étaient les femmes qui dès les âges lointains ont régné et châtiaient fondaient les premiers hospices et les

qui a entrepris de doter chaque école de l'arrondissement d'un professeur et de matériel. Cet exemple peut et doit être imité. Mais la tâche ne va pas sans difficultés ni lenteurs contre lesquelles il faut s'armer de diplomatie et de patience.

Au dehors de l'école parmi les institutions d'enseignement domestique existantes, signalons l'Ecole des Mères, de Mme Moll-Weiss, 19, quai Malaquais.

EDUCATION PROFESSIONNELLE

L'œuvre à entreprendre dans cette voie est immense et l'une des plus urgentes de l'heure présente. Les féministes toute en prêchant contre les spécialisations arbitraires par sexe et pour que le souci des vocations individuelles domine cet enseignement, tout en agissant auprès des pouvoirs et avec eux pour que cet enseignement s'organise légalement et obligatoirement pour tous les enfants au sortir de l'école, à pour devoir de provoquer actuellement la création d'institutions qui préparent les femmes adultes à de nouvelles professions, à de nouveaux métiers, de leur faire ouvrir les institutions existantes et jusqu'ici exclusivement réservées aux garçons. L'exemple de Mlle Sanaa, 43, rue Richer, qui, à la tête de l'Association des Institutrices diplômées a déterminé la création à Paris d'une Ecole de Hautes Etudes commerciales, puis d'une Ecole secondaire pour les jeunes filles ; celui de M. Léonard Rosenthal, grâce à qui Mme Cruppi a pu créer l'Ecole Rachel (107, faubourg St-Honoré), qui instruit maintenant les femmes dans quatre métiers nouveaux ; celui de Mlle Valentine Thomson, fondatrice d'une Ecole d'Hôtelières (7, boulevard Beausséjour) doivent être suivis.

Nous devons pas la première de toutes ces initiatives, prise par la Chambre de Commerce de Montpellier, grâce à laquelle 14 sur 17 des Ecoles de Hautes Etudes commerciales pour les jeunes gens se sont ouvertes aux jeunes filles.

Assistance et Prévoyance Sociale

Nécessité de réformer l'Assistance

L'œuvre à réaliser en ce domaine est immense. Nous n'avons pas lieu d'être fiers de l'organisation de l'Assistance dans notre pays, si nous regardons au dehors. L'Amérique, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Autriche, en particulier, possèdent un système d'assistance tant publique, que privée, autrement vaste et coordonné que nous.

Serait-ce que le sentiment de la charité est plus faible parmi les Français. Le dire serait un blasphème et une sottise. D'où provient donc notre infériorité. Le découvrir c'est reconnaître aussi les moyens d'y remédier.

Comme partout où nous restons en arrière, on trouve ici l'esprit de routine, si puissant chez nous, l'attachement aux traditions, même et surtout lorsqu'elles ne sont que des préjugés. C'est lui qui, ici comme ailleurs, affaiblit notre faculté d'adaptation aux nécessités nouvelles, et fait que, au lieu d'envisager promptement le nouvel ordre des choses qu'elles imposent et de l'établir sur des données méthodiques, nous le laissons se créer de pièces et de morceaux. L'Assistance est entre tous un de ces champs dont nous parlions tout à l'heure. On n'en a pas cherché les rapports avec les autres parties du domaine social. Et le désordre cause de faiblesse et de gaspillage qui y règne, vient en grande partie de la méconnaissance du plus essentiel de ces rapports, celui de l'Assistance avec le féminisme.

Le préjugé de l'infériorité féminine et ses conséquences dans les mœurs et dans les lois si puissantes chez nous, prive en partie, la bienfaisance actuelle d'un des éléments qui, ailleurs et logiquement, fait la plus grande part de sa puissance. Les femmes françaises apportent une part d'activité insuffisante dans le fonctionnement de l'Assistance, jadis abandonnée aux bonnes volontés individuelles et dont l'évolution des mœurs a fait un organisme social.

Ce préjugé a commencé par les déposséder dans le système nouveau de l'Assistance de la prépondérance qu'elles avaient prises naguère.

Lorsque l'Etat créa les services de l'Assistance publique, il les soumit à la convention d'après laquelle les femmes devaient être à la fois exclues des hautes fonctions officielles et du travail professionnel. Les Conseils supérieurs de même que les commissions d'étude, la direction, tous les services administratifs, même les bureaux de bienfaisance, enquêtes, visites, etc., de contact direct avec eux, furent aux mains des hommes. On ne conserva de femmes que les religieuses, cuisinières ou garde-malades des hôpitaux.

Les pouvoirs méconnaissaient ainsi, en suivant un des errements du passé, une leçon que le passé aussi leur donnait, non par une théorie, mais par les faits mêmes. C'étaient les femmes qui dès les âges lointains ont régné et châtiaient fondaient les premiers hospices et les

premiers ordres religieux avaient créé l'assistance ; et elles seules ou à peu près l'avaient, à travers les siècles, entretenue, malgré les entraves que les mœurs et les lois ne cessèrent d'opposer à l'action des femmes en les privant de liberté et d'argent. Ne fallait-il pas reconnaître dans ce fait, l'avertissement que la place prépondérante leur était assignée dans ce domaine par leurs dispositions naturelles. Sans doute certaines hommes possèdent toutes les ferveurs et toutes les délicatesses de la pitié, et elles manquent à certaines femmes. Mais la seule différence générale que l'on puisse admettre semble-t-il entre les sentiments de l'homme et ceux de la femme, concerne leur rôle respectif dans la transmission de la vie. La femme qui souffre et qui risque la mort pour donner la vie doit, par instinct, en connaître mieux le prix, être plus sensible aux souffrances qui la compromettent ou la torturent, et plus compréhensive des remèdes à y apporter.

C'était commettre une faute capitale que l'éloigner du puissant mécanisme qui allait désormais dispenser les secours de la nation.

Nous voyons aujourd'hui par toutes les lacunes, tous les errements de la bienfaisance officielle ce qu'elle y a perdu dans son fonctionnement intérieur. De plus la séparation de celle-ci avec la bienfaisance privée, s'ensuivit au détriment de toutes deux.

Les femmes réduites à la bienfaisance privée n'y pouvaient plus apporter dans un régime démocratique, l'autorité ou l'influence et même l'argent que beaucoup d'entre elles, tenant naguère de la royauté, il fallait désormais que là, où ils étaient moins puissantes, les dévouements fussent plus nombreux. Ils le devinrent en effet, et les femmes de la bourgeoisie s'enrichirent à côté ou à part de celles de l'aristocratie. Il en résulta une multitude d'initiatives ignorées de l'assistance publique et s'ignorant entre elles et une foule d'abus, dont le moindre n'est pas cette exploitation criminelle de la charité, dont la guerre a permis assez d'exemples, pour que l'on puisse voir naître enfin, l'espérance d'un contrôle régulier.

Comment réformer l'Assistance

La réforme du système général de l'Assistance en France s'impose donc si l'on veut tirer pleinement parti des ressources de la générosité nationale. Cette réforme doit avoir pour principe de relier l'Assistance publique à la bienfaisance privée et de leur donner un fonctionnement concordant.

Comment étendre l'Assistance

L'Assistance ne doit plus vivre sur la vieille conception de l'aumône qui la domine encore. Elle doit devenir véritablement une aide sociale, donnée non seulement aux malades, aux infirmes et aux miséreux, mais à tous ceux sur qui pèsent des charges dépassant les ressources qu'ils peuvent normalement se procurer par leur travail.

Cette transformation est commencée depuis que des lois récentes ont créé une organisation de secours à la maternité. La naissance et plus tard l'existence de l'enfant ont, en effet, des principales charges qui compromettent l'équilibre du budget des travailleurs. Il s'en faut de beaucoup que tout le nécessaire soit fait encore dans cet ordre d'idées. Et aux mesures officielles devront se joindre les efforts de la bienfaisance privée qui, de son côté, portera ses soins à soulager la famille, sinon des dépenses, mais des fatigues que lui cause l'enfant, à collaborer avec les parents pour que toute la surveillance, toute l'hygiène nécessaires soient assurées à tous les enfants.

Pour cette œuvre d'aide familiale, il faudra que l'Assistance d'étende dans son esprit, autant que dans son action et que tout ce qui peut atteindre la dignité de l'Assisté, tout ce qui peut rendre l'assistance humiliante disparaisse des formalités et des formules administratives. Ce vœu n'est point nouveau; l'on a déjà proposé par exemple, d'échanger le nom même de l'Assistance pour celui de Mutualité. On n'y gagnerait qu'une confusion, le mot Mutualité s'appliquant déjà à une institution différente de l'Assistance. Mais si l'on aurait bien d'autres modifications à faire en ce sens, ne serait-ce que d'élargir le vocabulaire accessible à la mort?

Moyens de réformer l'Assistance

Les principaux nous semblent concerner le recrutement du personnel officiel et privé de la Bienfaisance; l'acceptation par l'Assistance de concours particuliers; la centralisation et l'organisation centrale par les pouvoirs publics de la bienfaisance privée; la création d'organismes communs aux services officiels et aux œuvres privées.

Moyens d'étendre l'Assistance

Lois diverses d'assistance pénitentiaire à la famille (naissance, subsistance des enfants, chômage, etc.).

Création officielle et privée d'œuvres pour le perfectionnement du logis, pour la garde des enfants, l'hygiène, les maladies des enfants, des parents, l'assistance aux vieillards, l'aide aux femmes seules, la protection des jeunes gens et des jeunes filles, etc.

RECRUTEMENT DU PERSONNEL

Pour que notre Assistance accomplisse toute son œuvre, il lui faut des ouvriers plus nombreux et plus qualifiés, autant officiels que privés et peut-être surtout privés. L'Allemagne dans la seule œuvre de la Croix-Rouge compte 500.000 femmes. Elle accroît à la fois le nombre et la qualité de ses adeptes par la création d'un enseignement de l'Assistance des écoles et après, comme nous l'avons indiqué au chapitre de l'Education.

Par cet enseignement, tous les Français et toutes les Françaises, au sein d'un devoir, constant de dévouement envers la collectivité, un devoir d'autant plus grand que leur sort est meilleur et le leur plus aisé, disposent de plus de loisirs et de plus d'argent. Mais dans toute situation même médiocre, même misérable, ce devoir existe.

Comment il doit et peut se remplir dans chaque situation, l'enseignement de l'Assistance l'indiquerait aussi. Il aurait pour effet à la fois, de susciter, d'entraîner des collaborations éclairées dans la Bienfaisance privée; et de permettre de discerner parmi les élèves, les vocations à diriger vers les fonctions professionnelles de l'Assistance.

Il va de soi, que pour l'amélioration du personnel, toutes les portes grandes ou petites de l'Assistance officielle par l'Etat, par le département, par la commune, devront s'ouvrir aux femmes autant dans les fonctions dites honorifiques parce qu'elles ne comportent pas d'honoraires, que dans toutes les fonctions professionnelles. Nous ne demandons pas que les hommes soient exclus de ces services, mais qu'ils aient les femmes leur soient préférées. Et nous croyons que des examens spéciaux et un stage, devraient précéder l'admission définitive des fonctionnaires de l'Assistance publique, dans tous les postes qui demandent d'autres qualités que les emplois d'écritures. Ajoutons le vœu que s'établisse le « service social » obligatoire des femmes.

CONCOURS PRIVES A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Beaucoup de nos organisations de l'Assistance publique pèchent par défaut de personnel. Il serait à souhaiter qu'elles acceptent d'admettre des aides bénévoles, soigneusement éprouvées, cela va sans dire, qui se chargeront de certains services. De cent façons du reste, l'initiative privée, pourrait donner une utile collaboration. Nous avons émis par exemple, un jour ici, l'idée de donner des mairies aux enfants de l'Assistance publique, qui eux-mêmes nous seraient aisément réalisable.

CONTROLE ET ORGANISATION DE LA BIENFAISANCE PRIVEE, OFFICES COMMUNS.

Les trois choses se tiennent.

La multiplication des œuvres, depuis la guerre a donné lieu à une multiplication d'abus, d'après laquelle les pouvoirs se sont avisés d'instituer certains moyens de contrôle, qui ne nous paraissent avoir qu'une efficacité relative. Les abus au contraire, deviendraient à peu près impossibles, si chaque municipalité recevait la mission de coordonner les œuvres de sa commune ou de son arrondissement, de grouper en fédération celles qui existent et si la déclaration des œuvres nouvelles se faisait à la mairie et sous le contrôle du maire et non à la préfecture. Le maire, en revanche, devrait assurer les relations des œuvres entre elles, il aurait la garde en quelque sorte, avec les services officiels, d'un office de renseignements et au besoin d'un travail commun aux deux systèmes, servant à recevoir et à diriger les clients de l'un et de l'autre. On peut préjuger de ce que vaudrait une pareille innovation par les écueils inévitables inévitables qui en ont été faite dans quelques mairies, d'accord entre le maire et un nombre important d'œuvres. Citons pour exemple celui que nous connaissions le mieux : l'Union centrale des œuvres du XVI^e arrondissement, fondée en août 1914, par le maire, M. le docteur Pierre Bouillat et

harmonieusement. Ajoutons que les œuvres fédérées gardent en dehors de certains services communs, leur entière indépendance.

LOIS D'ASSISTANCE PÉCUNIAIRE A LA FAMILLE

Quelques-unes, la loi de juillet 1913, sur l'assistance aux femmes en couches, la loi d'assistance aux familles nombreuses, l'assistance obligatoire aux vieillards, l'assistance aux mères célibataires, rendent déjà d'appréciables services. Le Parlement s'inquiète de les étendre, et l'on sait que des projets d'encouragement à la reproduction y pourvoient. Seuls, nous semblons à soutenir, ceux qui proposent, sous forme d'allocation, une participation constante de l'Etat, aux dépenses familiales à l'exclusion des fameuses primes à la natalité.

ŒUVRES COMPLÉMENTAIRES PUBLIQUES ET PRIVES

Nous entendons par ceci, la multiplication des maisons dites à bon marché, ou ouvrières, pour lesquelles il faudrait trouver un autre nom, et construites, organisées chacune pour des catégories spéciales de locataires : familles nombreuses, mères seules, jeunes filles seules, jeunes gens, etc. Toutes comporteraient des services appropriés à leur clientèle, tels que cuisine, crèches, garderies, infirmeries, buanderies, salles de lecture. Des modèles existent déjà, dont on trouvera l'indication plus loin, car cette organisation touche à la fois à l'Assistance, à l'Hygiène et au travail des femmes.

LA TACHE DU FEMINISME

Elle est toute tracée par cette indication sommaire de l'œuvre à accomplir. Il doit y participer par des campagnes auprès des pouvoirs, une propagande pratique dans l'opinion, des initiatives pratiques et l'entrée des femmes dans tous les conseils et commissions qui leur sont ouverts et dont on verra la liste plus loin. Il y participerait déjà, pouvons nous dire, même avant sa naissance, car la plupart de ses apôtres actuelles lui sont venues, des milieux philanthropiques, où elles avaient commencé par boucher un coin du champ social, et où elles ont découvert que l'émancipation féminine était une condition indispensable de l'action des femmes dans l'assistance. Nous reviendrons largement sur cette action, dans de prochains numéros qui lui seront spécialement consacrés, et où nous espérons pouvoir signaler un grand nombre d'initiatives, dont quelques-unes peuvent être, seront nées de la lecture de ce programme. En voici quelques-unes auxquelles nous nous bornerons aujourd'hui, et dont le nom pourra rallier étroitement les bonnes volontés.

ŒUVRES FÉMINISTES D'ASSISTANCE

Section d'Assistance et de Prévoyance sociale du Conseil National des Femmes, Présidente, Mme Weil, rue Piatte. Composée d'œuvres nombreuses et diverses permanentes ou de guerre. Toutes les œuvres d'initiative féminine peuvent demander à y adhérer. Des membres individuelles peuvent en faire partie. Les uns et les autres font ainsi également partie du Conseil national même. Cotisation des sociétés, 20 fr. des membres individuelles, 5 fr. Adresser les adhésions au siège social du Conseil, 1, avenue Malakoff, à la Présidente du Conseil, Mme Siegfried, en spécifiant le désir de coopérer à la Section d'Assistance.

Office de renseignements aux familles dispersées. — Œuvre de guerre créée par le Conseil national et rattachée aux ministères de la Guerre et de l'Intérieur. Des collaborations bénévoles y sont sans cesse nécessaires. Présidente, Mme Jules Siegfried, vice-présidente, Mme Pichon-Landry, à qui doivent être adressées, 27, avenue de l'Opéra, les offres de collaboration.

L'Aide Fraternelle aux Réfugiés et Evacués Alsaciens-Lorrains, Présidente, Mme de Witt-Schlumberger, a été fondée dès le 1^{er} février 1915, pour venir en aide, moralement et physiquement, à plusieurs milliers d'Alsaciens-Lorrains, qui avaient, dès le début de la guerre, été réunis sur l'ordre des autorités civiles et militaires, dans certaines localités du territoire français, où furent créés des « dépôts de concentration ». Les uns, y furent amenés des villages d'Alsace et de Lorraine, pour être soustraits aux conséquences des opérations militaires, d'autres pour être réinstallés, les autres, des villes françaises, où ils résidaient et travaillaient, au moment de la mobilisation. Quelque séparés des austro-allemands, par les soins de la Commission inter-ministérielle, ces pauvres gens, éloignés de chez eux, ont eu beaucoup à souffrir, et le travail à faire, pour le secourir, était considérable.

Des correspondants bénévoles furent trouvés par l'Association fraternelle dans les villes de concentration ou de dépôt, et les trois sections de placement, Vestiaire, Cours et Bibliothèque, placèrent plusieurs milliers de personnes, et distribuèrent pour plus de 50.000 francs de vêtements.

Les renseignements donnés, et les démarches faites pour les Alsaciens-Lorrains, furent innombrables.

L'œuvre ne se terminera qu'avec la guerre; son siège social est situé, 7, rue Tronchet, et les dons en argent ou en vêtements y sont reçus avec reconnaissance.

Œuvre des Réfugiés du 10^e arrondissement, fondatrice-directrice déléguée par la mairie, Mme C.-L. Brunschwig, 43, rue Scheffer, a organisé plusieurs immeubles et des appartements où des centaines de réfugiés ont reçu depuis deux ans aide et protection.

La Vie féminine, fondée par Mme Valentine Thomson en mars 1914, s'est proposé de créer une maison de la femme, une sorte de foyer auxiliaire où les privilégiées tendraient la main aux déshéritées, où la femme malade trouverait des soins gratuits, des recommandations pour les hôpitaux et des maisons de santé; la mère, des vêtements et des secours pour elle et son enfant; la femme abandonnée, un appui pécuniaire et moral; la veuve une situation lui permettant de vivre après la disparition de son mari. Toutes, des conseils et d'aide morale.

Compter et adhés. — dès avant la guerre, la Vie féminine réalisait déjà son programme. Mais, c'est surtout depuis le début des hostilités que sa devise a été appliquée dans toute sa force, par la création à Paris de sept œuvres transportées par la suite en province, par un vestiaire, par des secours et un aide offert aux réfugiés, par l'envoi de paquets au front, par la création d'une école hôtelière dont nous parlerons au chapitre du Travail, qui sont continuées par un atelier de chômage.

Les Fraternités Féminines qui existent depuis 18 mois, ont pour but immédiat de grouper les femmes qui se sentent isolées, tristes, découragées et de les fortifier par l'entraide.

Leur devise dit leur but : Un cœur qui simule au service de celles qui souffrent.

Toute foi, toute sympathie humaine profonde sont à leur aide chez moi, à condition qu'elles soient sincères, fraternelles et actives, comme le sont les nôtres.

Présidente, Mme Jéhan, secrétaire générale, Mme Carr, 25, rue Bézis, Paris.

L'Assistance aux Mères et aux Enfants du 10^e Arrondissement et Le Service des Placements d'Enfants, fondé par le Maréchal, M. le Docteur Bouillat, avec le concours de visiteurs bénévoles et de diverses œuvres de Placement d'enfants est, ainsi que l'Union Centrale des Œuvres du XVI^e, une organisation-type qui pourra s'inspirer les procédés de l'Assistance.

L'entraide féminine est une œuvre d'un cadre très vaste, bien que d'un rôle précis qui a été créée il y a 20 mois environ à Marseille. L'entraide compte près de 400 dames de Marseille, ainsi que plusieurs dizaines de dames de la région, qui, en qualité de conseillers, veulent bien suivre avec autant d'intérêt que de curiosité les séances hebdomadaires de la Société. L'œuvre a pour présidente Mme Charles de Lavigne. Depuis 20 mois, la Société a pu offrir aux dames de formes diverses à près de 8.000 femmes.

L'entraide féminine n'a pas pour but de donner des secours matériels. Elle a des visées plus hautes et plus larges. Elle est en quelque sorte un office central de la femme. Elle fonde, au fur et à mesure des moyens dont elle dispose, des œuvres qui ont pour but de relever l'effort moral de la femme en aide matérielle et morale. Elle a déjà créé des cours de dactylographie qui sont suivis par un grand nombre d'élèves; des cantines où, pour 0 fr. 45 les femmes peuvent se procurer à midi des repas extrêmement appréciés et dont le service est fait à tour de rôle par les dames de l'entraide; des ouvrages où sont façonnés un grand nombre de chemises et d'autres vêtements pour les soldats; un cabinet de consultation juridique où un avocat des plus distingués du barreau de Marseille.

L'HYGIENE SOCIALE

Le programme féministe comporte l'entraînement des femmes pour toutes les tâches d'assainissement social qu'il s'agit de combattre les fœtus ou les maladies amoindrir la race ou d'améliorer les conditions de son existence. Partout déjà, contre l'alcoolisme, la tuberculose, le taudis, la mauvaise alimentation, des femmes sont à l'œuvre. Mais il en faut beaucoup plus, toujours davantage.

Les premières apôtres désignées pour cette lutte par leur situation même sont les cent mille institutrices, les plus intimement mêlées de tous les fonctionnaires, avec leurs confrères les instituteurs, à la population de tout le pays, celles à qui appartient de donner aux enfants les premières habitudes morales et physiques demeurant presque toujours celles de toute la vie. Les programmes scolaires comportent un enseignement élémentaire de l'hygiène; mais les très nombreuses institutrices assumant déjà une tâche qui dépasse de beaucoup les prescriptions professionnelles, nous comprendrions si nous souhaitions qu'elles soient initiées par toutes. Pourvoir oblige. Et nous le répétons, la vaste phalange de l'enseignement maternel et primaire, répandue sur toute la France constitue aujourd'hui la plus importante force morale du pays. Il lui appartient d'orienter les générations nouvelles vers toutes les transformations nécessaires de sa stabilité et de sa pureté. Nous n'ignorons point que les difficultés de ce rôle sont énormes. Mais elles ne doivent pas empêcher ces femmes de vouloir le bien, et de vouloir le faire. Elles ne sont pas isolées dans leurs efforts et qu'elles le veulent elles peuvent, pour toutes les parties de leur œuvre d'hygiène sociale en particulier, se rattacher aux grandes organisations qui mènent le même combat et qui sauront soit les aider pour les besoins locaux de leur tâche, soit appeler sur elles l'attention et l'appui des pouvoirs. Déjà l'une de ces organisations, L'Alarme, vient d'obtenir du gouvernement une initiative qui donne le soutien du règlement à une mesure que quelques-unes avaient prises d'elles-mêmes et que beaucoup n'auraient pu prendre malgré leur désir, sans rencontrer de durs obstacles. Aussi ne saurions-nous trop les engager à se mettre en rapport avec les œuvres que nous signalons ici. La question de cotisation ne doit pas les arrêter. Ces œuvres savent que les trop modestes budgets universitaires sont déjà surchargés de petites obligations corporatives, et elles sauront trouver d'autres adhérents dont la générosité leur permettra de s'organiser pour venir en aide à celles qui paient de leur personne si utilement.

A côté des institutrices, doivent se ranger toutes les femmes de la bourgeoisie grande et petite, et celles du monde ouvrier, nous croyons nettement que pas une femme de ces milieux, riche ou pauvre, n'a le droit de se désintéresser du sauvetage physique de la race. Celles qui le peuvent ont le devoir impérieux d'apporter aux œuvres des ressources pécuniaires et du travail; celles qui ne disposent ni de temps, ni d'argent, ont le devoir encore de s'y rallier, d'en adopter les principes, d'en appuyer les campagnes, d'offrir ainsi à l'armée des combattants la force du nombre et de l'exemple.

Imagine-t-on quels résultats donnerait seulement l'apostolat féminin privé dans la famille, dans les relations courantes d'amitié ou de travail, ou au hasard des rencontres s'il s'exerçait courageusement et continuellement, avec l'adresse que la plupart des femmes savent mettre à ce qu'elles veulent quand elles le veulent. Et si la critique féminine si prompte et si cruelle mal à propos, trop souvent voulant se sanctifier en s'appliquant aux autres, se sentait nettement désqualifiée lorsqu'elle ne s'intéresse à rien, si, selon la formule consacrée, beaucoup de celles qui sont dans ce cas sortiraient certainement de leur apathie ou de leur égoïsme.

A toutes les femmes des petites villes et de la campagne, nous indiquons comme un premier moyen de se rendre utile, l'entraide avec les institutrices de leur localité, institutrices publiques ou institutrices libres, selon les convictions de chacune. Les écoles publiques possèdent des comités de dames patronesses dont nous parlerons plus tard ici. Mais toutes les femmes et les jeunes filles ne sauraient faire partie; et toutes au contraire

peuvent venir s'informer auprès de l'institutrice des besoins au service desquels chacune pourrait contribuer. Contre l'alcool, la tuberculose, le taudis et la malpropreté corporelle, contre la mauvaise alimentation, debout toutes les femmes.

Le programme de l'hygiène sociale comporte l'entraînement des femmes pour toutes les tâches d'assainissement social qu'il s'agit de combattre les fœtus ou les maladies amoindrir la race ou d'améliorer les conditions de son existence. Partout déjà, contre l'alcoolisme, la tuberculose, le taudis, la mauvaise alimentation, des femmes sont à l'œuvre. Mais il en faut beaucoup plus, toujours davantage.

Les premières apôtres désignées pour cette lutte par leur situation même sont les cent mille institutrices, les plus intimement mêlées de tous les fonctionnaires, avec leurs confrères les instituteurs, à la population de tout le pays, celles à qui appartient de donner aux enfants les premières habitudes morales et physiques demeurant presque toujours celles de toute la vie. Les programmes scolaires comportent un enseignement élémentaire de l'hygiène; mais les très nombreuses institutrices assumant déjà une tâche qui dépasse de beaucoup les prescriptions professionnelles, nous comprendrions si nous souhaitions qu'elles soient initiées par toutes. Pourvoir oblige. Et nous le répétons, la vaste phalange de l'enseignement maternel et primaire, répandue sur toute la France constitue aujourd'hui la plus importante force morale du pays. Il lui appartient d'orienter les générations nouvelles vers toutes les transformations nécessaires de sa stabilité et de sa pureté. Nous n'ignorons point que les difficultés de ce rôle sont énormes. Mais elles ne doivent pas empêcher ces femmes de vouloir le bien, et de vouloir le faire. Elles ne sont pas isolées dans leurs efforts et qu'elles le veulent elles peuvent, pour toutes les parties de leur œuvre d'hygiène sociale en particulier, se rattacher aux grandes organisations qui mènent le même combat et qui sauront soit les aider pour les besoins locaux de leur tâche, soit appeler sur elles l'attention et l'appui des pouvoirs. Déjà l'une de ces organisations, L'Alarme, vient d'obtenir du gouvernement une initiative qui donne le soutien du règlement à une mesure que quelques-unes avaient prises d'elles-mêmes et que beaucoup n'auraient pu prendre malgré leur désir, sans rencontrer de durs obstacles. Aussi ne saurions-nous trop les engager à se mettre en rapport avec les œuvres que nous signalons ici. La question de cotisation ne doit pas les arrêter. Ces œuvres savent que les trop modestes budgets universitaires sont déjà surchargés de petites obligations corporatives, et elles sauront trouver d'autres adhérents dont la générosité leur permettra de s'organiser pour venir en aide à celles qui paient de leur personne si utilement.

L'HYGIENE SOCIALE

Le programme féministe comporte l'entraînement des femmes pour toutes les tâches d'assainissement social qu'il s'agit de combattre les fœtus ou les maladies amoindrir la race ou d'améliorer les conditions de son existence. Partout déjà, contre l'alcoolisme, la tuberculose, le taudis, la mauvaise alimentation, des femmes sont à l'œuvre. Mais il en faut beaucoup plus, toujours davantage.

Les premières apôtres désignées pour cette lutte par leur situation même sont les cent mille institutrices, les plus intimement mêlées de tous les fonctionnaires, avec leurs confrères les instituteurs, à la population de tout le pays, celles à qui appartient de donner aux enfants les premières habitudes morales et physiques demeurant presque toujours celles de toute la vie. Les programmes scolaires comportent un enseignement élémentaire de l'hygiène; mais les très nombreuses institutrices assumant déjà une tâche qui dépasse de beaucoup les prescriptions professionnelles, nous comprendrions si nous souhaitions qu'elles soient initiées par toutes. Pourvoir oblige. Et nous le répétons, la vaste phalange de l'enseignement maternel et primaire, répandue sur toute la France constitue aujourd'hui la plus importante force morale du pays. Il lui appartient d'orienter les générations nouvelles vers toutes les transformations nécessaires de sa stabilité et de sa pureté. Nous n'ignorons point que les difficultés de ce rôle sont énormes. Mais elles ne doivent pas empêcher ces femmes de vouloir le bien, et de vouloir le faire. Elles ne sont pas isolées dans leurs efforts et qu'elles le veulent elles peuvent, pour toutes les parties de leur œuvre d'hygiène sociale en particulier, se rattacher aux grandes organisations qui mènent le même combat et qui sauront soit les aider pour les besoins locaux de leur tâche, soit appeler sur elles l'attention et l'appui des pouvoirs. Déjà l'une de ces organisations, L'Alarme, vient d'obtenir du gouvernement une initiative qui donne le soutien du règlement à une mesure que quelques-unes avaient prises d'elles-mêmes et que beaucoup n'auraient pu prendre malgré leur désir, sans rencontrer de durs obstacles. Aussi ne saurions-nous trop les engager à se mettre en rapport avec les œuvres que nous signalons ici. La question de cotisation ne doit pas les arrêter. Ces œuvres savent que les trop modestes budgets universitaires sont déjà surchargés de petites obligations corporatives, et elles sauront trouver d'autres adhérents dont la générosité leur permettra de s'organiser pour venir en aide à celles qui paient de leur personne si utilement.

Les premières apôtres désignées pour cette lutte par leur situation même sont les cent mille institutrices, les plus intimement mêlées de tous les fonctionnaires, avec leurs confrères les instituteurs, à la population de tout le pays, celles à qui appartient de donner aux enfants les premières habitudes morales et physiques demeurant presque toujours celles de toute la vie. Les programmes scolaires comportent un enseignement élémentaire de l'hygiène; mais les très nombreuses institutrices assumant déjà une tâche qui dépasse de beaucoup les prescriptions professionnelles, nous comprendrions si nous souhaitions qu'elles soient initiées par toutes. Pourvoir oblige. Et nous le répétons, la vaste phalange de l'enseignement maternel et primaire, répandue sur toute la France constitue aujourd'hui la plus importante force morale du pays. Il lui appartient d'orienter les générations nouvelles vers toutes les transformations nécessaires de sa stabilité et de sa pureté. Nous n'ignorons point que les difficultés de ce rôle sont énormes. Mais elles ne doivent pas empêcher ces femmes de vouloir le bien, et de vouloir le faire. Elles ne sont pas isolées dans leurs efforts et qu'elles le veulent elles peuvent, pour toutes les parties de leur œuvre d'hygiène sociale en particulier, se rattacher aux grandes organisations qui mènent le même combat et qui sauront soit les aider pour les besoins locaux de leur tâche, soit appeler sur elles l'attention et l'appui des pouvoirs. Déjà l'une de ces organisations, L'Alarme, vient d'obtenir du gouvernement une initiative qui donne le soutien du règlement à une mesure que quelques-unes avaient prises d'elles-mêmes et que beaucoup n'auraient pu prendre malgré leur désir, sans rencontrer de durs obstacles. Aussi ne saurions-nous trop les engager à se mettre en rapport avec les œuvres que nous signalons ici. La question de cotisation ne doit pas les arrêter. Ces œuvres savent que les trop modestes budgets universitaires sont déjà surchargés de petites obligations corporatives, et elles sauront trouver d'autres adhérents dont la générosité leur permettra de s'organiser pour venir en aide à celles qui paient de leur personne si utilement.

A toutes les femmes des petites villes et de la campagne, nous indiquons comme un premier moyen de se rendre utile, l'entraide avec les institutrices de leur localité, institutrices publiques ou institutrices libres, selon les convictions de chacune. Les écoles publiques possèdent des comités de dames patronesses dont nous parlerons plus tard ici. Mais toutes les femmes et les jeunes filles ne sauraient faire partie; et toutes au contraire

peuvent venir s'informer auprès de l'institutrice des besoins au service desquels chacune pourrait contribuer. Contre l'alcool, la tuberculose, le taudis et la malpropreté corporelle, contre la mauvaise alimentation, debout toutes les femmes.

Le programme de l'hygiène sociale comporte l'entraînement des femmes pour toutes les tâches d'assainissement social qu'il s'agit de combattre les fœtus ou les maladies amoindrir la race ou d'améliorer les conditions de son existence. Partout déjà, contre l'alcoolisme, la tuberculose, le taudis, la mauvaise alimentation, des femmes sont à l'œuvre. Mais il en faut beaucoup plus, toujours davantage.

Les premières apôtres désignées pour cette lutte par leur situation même sont les cent mille institutrices, les plus intimement mêlées de tous les fonctionnaires, avec leurs confrères les instituteurs, à la population de tout le pays, celles à qui appartient de donner aux enfants les premières habitudes morales et physiques demeurant presque toujours celles de toute la vie. Les programmes scolaires comportent un enseignement élémentaire de l'hygiène; mais les très nombreuses institutrices assumant déjà une tâche qui dépasse de beaucoup les prescriptions professionnelles, nous comprendrions si nous souhaitions qu'elles soient initiées par toutes. Pourvoir oblige. Et nous le répétons, la vaste phalange de l'enseignement maternel et primaire, répandue sur toute la France constitue aujourd'hui la plus importante force morale du pays. Il lui appartient d'orienter les générations nouvelles vers toutes les transformations nécessaires de sa stabilité et de sa pureté. Nous n'ignorons point que les difficultés de ce rôle sont énormes. Mais elles ne doivent pas empêcher ces femmes de vouloir le bien, et de vouloir le faire. Elles ne sont pas isolées dans leurs efforts et qu'elles le veulent elles peuvent, pour toutes les parties de leur œuvre d'hygiène sociale en particulier, se rattacher aux grandes organisations qui mènent le même combat et qui sauront soit les aider pour les besoins locaux de leur tâche, soit appeler sur elles l'attention et l'appui des pouvoirs. Déjà l'une de ces organisations, L'Alarme, vient d'obtenir du gouvernement une initiative qui donne le soutien du règlement à une mesure que quelques-unes avaient prises d'elles-mêmes et que beaucoup n'auraient pu prendre malgré leur désir, sans rencontrer de durs obstacles. Aussi ne saurions-nous trop les engager à se mettre en rapport avec les œuvres que nous signalons ici. La question de cotisation ne doit pas les arrêter. Ces œuvres savent que les trop modestes budgets universitaires sont déjà surchargés de petites obligations corporatives, et elles sauront trouver d'autres adhérents dont la générosité leur permettra de s'organiser pour venir en aide à celles qui paient de leur personne si utilement.

Les premières apôtres désignées pour cette lutte par leur situation même sont les cent mille institutrices, les plus intimement mêlées de tous les fonctionnaires, avec leurs confrères les instituteurs, à la population de tout le pays, celles à qui appartient de donner aux enfants les premières habitudes morales et physiques demeurant presque toujours celles de toute la vie. Les programmes scolaires comportent un enseignement élémentaire de l'hygiène; mais les très nombreuses institutrices assumant déjà une tâche qui dépasse de beaucoup les prescriptions professionnelles, nous comprendrions si nous souhaitions qu'elles soient initiées par toutes. Pourvoir oblige. Et nous le répétons, la vaste phalange de l'enseignement maternel et primaire, répandue sur toute la France constitue aujourd'hui la plus importante force morale du pays. Il lui appartient d'orienter les générations nouvelles vers toutes les transformations nécessaires de sa stabilité et de sa pureté. Nous n'ignorons point que les difficultés de ce rôle sont énormes. Mais elles ne doivent pas empêcher ces femmes de vouloir le bien, et de vouloir le faire. Elles ne sont pas isolées dans leurs efforts et qu'elles le veulent elles peuvent, pour toutes les parties de leur œuvre d'hygiène sociale en particulier, se rattacher aux grandes organisations qui mènent le même combat et qui sauront soit les aider pour les besoins locaux de leur tâche, soit appeler sur elles l'attention et l'appui des pouvoirs. Déjà l'une de ces organisations, L'Alarme, vient d'obtenir du gouvernement une initiative qui donne le soutien du règlement à une mesure que quelques-unes avaient prises d'elles-mêmes et que beaucoup n'auraient pu prendre malgré leur désir, sans rencontrer de durs obstacles. Aussi ne saurions-nous trop les engager à se mettre en rapport avec les œuvres que nous signalons ici. La question de cotisation ne doit pas les arrêter. Ces œuvres savent que les trop modestes budgets universitaires sont déjà surchargés de petites obligations corporatives, et elles sauront trouver d'autres adhérents dont la générosité leur permettra de s'organiser pour venir en aide à celles qui paient de leur personne si utilement.

Les premières apôtres désignées pour cette lutte par leur situation même sont les cent mille institutrices, les plus intimement mêlées de tous les fonctionnaires, avec leurs confrères les instituteurs, à la population de tout le pays, celles à qui appartient de donner aux enfants les premières habitudes morales et physiques demeurant presque toujours celles de toute la vie. Les programmes scolaires comportent un enseignement élémentaire de l'hygiène; mais les très nombreuses institutrices assumant déjà une tâche qui dépasse de beaucoup les prescriptions professionnelles, nous comprendrions si nous souhaitions qu'elles soient initiées par toutes. Pourvoir oblige. Et nous le répétons, la vaste phalange de l'enseignement maternel et primaire, répandue sur toute la France constitue aujourd'hui la plus importante force morale du pays. Il lui appartient d'orienter les générations nouvelles vers toutes les transformations nécessaires de sa stabilité et de sa pureté. Nous n'ignorons point que les difficultés de ce rôle sont énormes. Mais elles ne doivent pas empêcher ces femmes de vouloir le bien, et de vouloir le faire. Elles ne sont pas isolées dans leurs efforts et qu'elles le veulent elles peuvent, pour toutes les parties de leur œuvre d'hygiène sociale en particulier, se rattacher aux grandes organisations qui mènent le même combat et qui sauront soit les aider pour les besoins locaux de leur tâche, soit appeler sur elles l'attention et l'appui des pouvoirs. Déjà l'une de ces organisations, L'Alarme, vient d'obtenir du gouvernement une initiative qui donne le soutien du règlement à une mesure que quelques-unes avaient prises d'elles-mêmes et que beaucoup n'auraient pu prendre malgré leur désir, sans rencontrer de durs obstacles. Aussi ne saurions-nous trop les engager à se mettre en rapport avec les œuvres que nous signalons ici. La question de cotisation ne doit pas les arrêter. Ces œuvres savent que les trop modestes budgets universitaires sont déjà surchargés de petites obligations corporatives, et elles sauront trouver d'autres adhérents dont la générosité leur permettra de s'organiser pour venir en aide à celles qui paient de leur personne si utilement.

son, de se former en Fédération, sous le titre : l'Union nationale contre l'alcoolisme. Lorsque cette Fédération qui réunirait les plus hautes, les plus représentatives personnalités de l'élite nationale, et celle d'elle-même se sera mise en mesure d'agir, on ne peut espérer une impulsion décisive sur l'opinion. Mais, on le sait, rien n'est plus difficile à organiser et plus lent — et parfois plus impossible — que l'action d'une grande Fédération. Tournerons-nous donc vers les œuvres avec lesquelles les féministes sont déjà en collaboration. Mais avant tout, signalons les organisations féministes qui prennent une part directe à la lutte.

Le Conseil national des Femmes, 1, avenue Malakoff par sa Section d'Hygiène, (présidente, Mme Alphonse Salvador, 2, rue Le Faourec, Paris, XVI^e), mène en toute occasion une propagande active, soit directement auprès des membres du gouvernement et du parlement, soit par des manifestations publiques. Il a été à Paris plusieurs Foyers du soldat. Ses branches de province en ont fait autant et en particulier celle de Rouen (présidente Mme Maillet) qui s'est signalée depuis la guerre par une activité remarquable et a fondé dans cette ville deux Foyers des plus prospères; ceux de Tours fondés par Mme Alphonse-Salvador et la branche Toulonnaise sont aussi très fréquentés.

L'Union Française pour le Suffrage des Femmes, 53, rue Scheffer, qui a toujours mené de front dans son intense propagande avant la guerre, la guerre à l'alcool et la lutte pour les droits politiques des femmes. A collaboré dans un très grand nombre de réunions avec la Ligue nationale contre l'alcoolisme et l'Alarme qui venait de fonder en 1914 M. Léonard Rosenthal. Organisme chaque année avant la guerre un complot spécial à la vente de la Ligue contre l'alcoolisme à sa part d'action dans l'Alarme. Sa présidente, Mme de Witt-Schlumberger, 14, rue Pierre-Charron, a pris depuis la guerre, une place importante dans le mouvement d'entraide à l'égard des soldats. Elle a fondé un des premiers Foyers du soldat. Elle a publié une notice guide qui a rendu de précieux services aux fondateurs de nouveaux cercles de ce genre.

LA GUERRE A L'ALCOOL

Les lecteurs habitués de La Française, ont pu suivre les efforts assidus des féministes dans la propagande antialcoolique verbale et pratique, depuis environ cinq ans. Elles ont été, semble-t-il, les premières à comprendre quelle action prépondérante, les femmes peuvent avoir contre le poison. Aujourd'hui tous les apôtres masculins de l'antialcoolisme dans la plupart ont si longtemps lutté vainement, reconnaissent l'impitoyable du concours féminin. De l'étranger sont venus nombreux les exemples de résultats heureux dus aux femmes. Mais ce n'est pas comme on pourrait le croire, dans la famille, que l'influence féminine a réagi contre le poison. Les femmes du mari boit, n'ont en général ni le courage, ni la persévérance pour le corriger, ni préserver leurs enfants de la contagion, ni parfois s'en préserver elles-mêmes et l'alcoolisme féminin continue à se propager. L'Alarme a depuis déterminé par une campagne due à l'initiative de La Française et reprise avec diplomatie et autorité par M. Jean Finot, un très intéressant mouvement de réforme au Ministère de l'Instruction publique dont le ministre et les principaux fonctionnaires ont se montrer indépendants de la coalition des marchands de poison. Un récent arrêté (17 juillet 1916) a interdit dans les écoles maternelles, aux cantines et aux grottes, la consommation de toute boisson alcoolique et dans les écoles primaires d'admettre les boissons fermentées : bière, cidre ou vin qu'importe d'eau. Le Ministère prépare actuellement une circulaire qui appliquera les règlements dans lesquels sont inscrites ces prescriptions et accentuera toute la propagande antialcoolique par l'école.

Comme les autres sociétés, l'Alarme fait aussi campagne pour l'opinion publique. Elle s'applique à grossir dans ses rangs le nombre des ennemis de l'alcool et en cette vue a fixé à 1 fr. le minimum de cotisation (membres volontaires 10 francs). Elle a eu l'idée de faire le grand public de l'Alarme par une affiche aussi frappante qu'artistique placée aux bons endroits. Le Ministère du Commerce, M. Clémentel a bravement appuyé cette propagande en autorisant l'affichage de l'affiche dans tous les bureaux de poste.

L'Alarme demande aujourd'hui à toutes les femmes de participer à l'application du règlement nouveau dans les écoles primaires en soutenant pour cela les directrices d'école. Elle leur offre l'appui de son Comité central composé de hautes personnalités.

Nous aurons à parler prochainement d'autres utiles initiatives de cette société dont la directrice de « La Française » est une des secrétaires.

Pro Patria, comité d'activité patriotique, 8, rue Nouvelle, Paris (9^e), considérant que si la majorité des mères de famille françaises étaient acquiescentes à la pratique de la sobriété totale et résolues à préconiser fermement auprès d'elles, ce moyen radical de combattre l'alcoolisme, le pays serait bientôt débarrassé de son horrible fléau dont les femmes sont les premières et principales victimes; considérant d'autre part que la mentalité des futures mères de famille se forme dans les écoles et que par conséquent, pour commencer par le commencement, il faut tout d'abord former la mentalité des institutrices, demande à tous ceux et celles qui veulent lutter contre le cruel ennemi de l'indépendance, qu'ils s'appliquent à faire passer le mot. Tous les féministes résolus qui veulent prendre part à la campagne de Pro Patria, sont priés de s'adresser à M. Gustave de Jaer, son secrétaire général et président de sa section antialcoolique.

La Fédération des Foyers du soldat vient de se constituer sur l'initiative de Pro Patria et sous la présidence du général de Lestrac et de Mme de Witt-Schlumberger. Trois cents trente foyers existent déjà en France.

Cette Fédération assure à ses adhérents les avantages immédiats suivants :

Forez plus considérable résultant d'un groupement. Facilités et économies pour se procurer les approvisionnements. Café, thé, chocolat, papier à lettres, jeux divers, livres, journaux, revues et autres fûts généraux, possibilité d'obtenir rapidement des renseignements pratiques.

Facilités aussi pour communiquer aux toutes une liste des Foyers existants dans toutes les parties de la France où ils pourraient avoir à se rendre.

L'ARMÉE ANTIALCOOLIQUE

Elle est formée de groupements d'ordre divers qui ont entrepris l'été dernier, sur l'initiative de M. Ferdinand Buis-

son, de se former en Fédération, sous le titre : l'Union nationale contre l'alcoolisme. Lorsque cette Fédération qui réunirait les plus hautes, les plus représentatives personnalités de l'élite nationale, et celle d'elle-même se sera mise en mesure d'agir, on ne peut espérer une impulsion décisive sur l'opinion. Mais, on le sait, rien n'est plus difficile à organiser et plus lent — et parfois plus impossible — que l'action d'une grande Fédération. Tournerons-nous donc vers les œuvres avec lesquelles les féministes sont déjà en collaboration. Mais avant tout, signalons les organisations féministes qui prennent une part directe à la lutte.

Le Conseil national des Femmes, 1, avenue Malakoff par sa Section d'Hygiène, (présidente, Mme Alphonse Salvador, 2, rue Le Faourec, Paris, XVI^e), mène en toute occasion une propagande active, soit directement auprès des membres du gouvernement et du parlement, soit par des manifestations publiques. Il a été à Paris plusieurs Foyers du soldat. Ses branches de province en ont fait autant et en particulier celle de Rouen (présidente Mme Maillet) qui s'est signalée depuis la guerre par une activité remarquable et a fondé dans cette ville deux Foyers des plus prospères; ceux de Tours fondés par Mme Alphonse-Salvador et la branche Toulonnaise sont aussi très fréquentés.

L'Union Française pour le Suffrage des Femmes, 53, rue Scheffer, qui a toujours mené de front dans son intense propagande avant la guerre, la guerre à l'alcool et la lutte pour les droits politiques des femmes. A collaboré dans un très grand nombre de réunions avec la Ligue nationale contre l'alcoolisme et l'Alarme qui venait de fonder en 1914 M. Léonard Rosenthal. Organisme chaque année avant la guerre un complot spécial à la vente de la Ligue contre l'alcoolisme à sa part d'action dans l'Alarme. Sa présidente, Mme de Witt-Schlumberger, 14, rue Pierre-Charron, a pris depuis la guerre, une place importante dans le mouvement d'entraide à l'égard des soldats. Elle a fondé un des premiers Foyers du soldat. Elle a publié une notice guide qui a rendu de précieux services aux fondateurs de nouveaux cercles de ce genre.

LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE

Nous n'avons point encore à opposer à ce fléau, l'organisation de sanatoria divers, que possède par exemple, la Croix Rouge allemande. La recrudescence de mal depuis la guerre, vient cependant de déterminer en faveur des soldats réformés atteints, la création d'un système officiel de soins et de défenses. Les femmes peuvent rendre dans cette organisation de grands services, comme infirmières-visiteuses. Se proposer à la mairie. Certaines postes d'infirmières-visiteuses sont rétribuées. A ce sujet encore nous pouvons signaler l'exemple de la mairie du XVI^e arrondissement, non seulement à propos de secours aux réformés tuberculeux, mais pour la lutte dans les familles en général. Le service de Placement d'enfants, s'applique à

étude le projet d'une Jour-
nales et les demandes de
Pro Patria, 8, rue Nouvelle,
2.

Franciennes contre l'alcool,
et Chausson, 28, rue des
Conseillers le 18 mai
pour l'acte de combatte le
propagande intensive auprès
des Pouvoirs publics et de
la presse.

Franciennes qui affluant de
provenant que le pays aspire
toute personne ayant eu le
la Patrie, peut envoyer son
la Patrie, 28, rue des Saints-
des de propagande lui seront
seront ainsi un des élé-
la régénération nationale
des femmes, conseillères
à la conduite de toute

Franciennes contre l'alcoolisme, 147,
Germinal, la plus ancienne
économique, est un impor-
propagande (conférences, affi-
nismes, pétitions, etc.), secré-
tariat.

Franciennes contre l'alcoolisme, 147,
Germinal, la plus ancienne
économique, est un impor-
propagande (conférences, affi-
nismes, pétitions, etc.), secré-
tariat.

Franciennes contre l'alcoolisme, 147,
Germinal, la plus ancienne
économique, est un impor-
propagande (conférences, affi-
nismes, pétitions, etc.), secré-
tariat.

Franciennes contre l'alcoolisme, 147,
Germinal, la plus ancienne
économique, est un impor-
propagande (conférences, affi-
nismes, pétitions, etc.), secré-
tariat.

Franciennes contre l'alcoolisme, 147,
Germinal, la plus ancienne
économique, est un impor-
propagande (conférences, affi-
nismes, pétitions, etc.), secré-
tariat.

Franciennes contre l'alcoolisme, 147,
Germinal, la plus ancienne
économique, est un impor-
propagande (conférences, affi-
nismes, pétitions, etc.), secré-
tariat.

Franciennes contre l'alcoolisme, 147,
Germinal, la plus ancienne
économique, est un impor-
propagande (conférences, affi-
nismes, pétitions, etc.), secré-
tariat.

Franciennes contre l'alcoolisme, 147,
Germinal, la plus ancienne
économique, est un impor-
propagande (conférences, affi-
nismes, pétitions, etc.), secré-
tariat.

Franciennes contre l'alcoolisme, 147,
Germinal, la plus ancienne
économique, est un impor-
propagande (conférences, affi-
nismes, pétitions, etc.), secré-
tariat.

Franciennes contre l'alcoolisme, 147,
Germinal, la plus ancienne
économique, est un impor-
propagande (conférences, affi-
nismes, pétitions, etc.), secré-
tariat.

Franciennes contre l'alcoolisme, 147,
Germinal, la plus ancienne
économique, est un impor-
propagande (conférences, affi-
nismes, pétitions, etc.), secré-
tariat.

Franciennes contre l'alcoolisme, 147,
Germinal, la plus ancienne
économique, est un impor-
propagande (conférences, affi-
nismes, pétitions, etc.), secré-
tariat.

Marché possèdent des services sociaux,
dont quelques-uns ont été momentanément
supprimés à cause de la guerre.

Des caisses maternelles existent au
boulevard Bessières et à Vincennes, au
groupe de la fondation Stern, qui a même
annexé une clinique obstétricale à la con-
sultation des nourrissons, fonctionnant
dans l'immeuble de Levallois.

La fondation Rothschild, a créé un
cycle de services sociaux dans des groupes
de la rue de Prague et de la rue Malher-
be, à côté des baignoires, baignoires-
douche, lavoir, séchoir, chambre mortuaire,
dispensaire médical, consultation de
nourrissons, infirmerie pour contagieux et
chambre d'accouchement, elle a facilité
aux mères le travail à l'extérieur, par l'or-
ganisation d'un jardin d'enfants, de garde-
ries et de classes de garde, admirablement
tenues, et par une cuisine populaire où se
vendent à prix modiques des mets tout
préparés. Les conditions de la vie se trou-
vent ainsi améliorées par ces réfor-
mes sanitaires. On trouve encore dans
ces groupes, une école d'enseignement mé-
dical pour les jeunes filles et les mères,
demeurant au foyer, ainsi qu'un patronage
avec une école de préapprentissage.

C'est le « Groupe des maisons ouvrières », qui met à la disposition des habi-
tants d'une maison de la rue de l'Amiral
Boussin, une salle commune avec biblio-
thèque. Comme « La Société des logements
économiques pour familles nombreuses »
(qui a construit 4 groupes dans les quar-
tiers pauvres) il apané aux pères
chargés d'enfants : l'immeuble de la
rue de la Saïda, les reçoit moyennant 6 fr.
par semaine. Rue de Cronstadt, il y a une
organisation pour recevoir des femmes vi-
vantes seules, avec une cuisine et une salle
à manger communes.

La « Société philanthropique », a fait
édifier des hôtels pour dames seules, qui
payent environ 1 franc par jour pour leur
chambre. Il en existe 4 : rue Eugène Car-
rière, rue de la Croix-Faubin, rue de
Meaux et rue des Feuillantines. Les dou-
ches y coûtent 0 fr. 10 et les baignoires 0 fr. 20.
Les institutrices, sténographes, étudian-
tes, couturières et domestiques qui y logent
ont de 30 à 35 ans, et apprécient vivement
les avantages de ces organisations. D'autres
œuvres offrent une hospitalité agréable et
peu coûteuse aux isolées, mais leur nombre
est encore insuffisant.

La « maison des Etudiantes », les Cercles
« Concordia » et « Amicitia » pour les
étudiantes.

L'hôtel des dames des P. T. T., rue de
Lille, pour les employés des postes, télé-
graphes et téléphones dont les prix varient
de 60 à 90 francs par mois. Le Toit
Familial de la rue Guy-Patin, et une série
d'œuvres privées, confessionnelles pour
le plus grand, dont le fonctionnement né-
cessiterait une étude spéciale.

M. le député Honorat a suggéré à ce
propos, une idée qui aurait de multiples
avantages : les grandes banques, les ad-
ministrations et nombre de grands maga-
sins, occupent un personnel féminin im-
portant et seraient en mesure de lui venir
en aide, par la création d'hôtels à bon mar-
ché, réservés exclusivement à leurs em-
ployées.

Cette idée est très applicable et pourrait
se réaliser au profit des travailleuses qui,
après la guerre, devront continuer dans
bien des cas, la tâche commencée pour
remplacer les disparus.

Au point de vue général, il y a lieu de
conclure ainsi : la plupart des innovations
en faveur de l'amélioration du logement
ont été essayées, il n'y a plus qu'à
généraliser ce qu'on a tenté isolément ; si
la question des habitations à bon marché
sera résolue pour le plus grand bien des
classes populaires.

A-HENRY NATHAN.

Importance d'une bonne Alimentation

Les difficultés de l'alimentation ration-
nelle se sont singulièrement accrues depuis
le début des hostilités. Autrefois, le
problème de l'alimentation se résolvait
facilement pour qui, à quelques capacités
culinaires joignait quelques simples et
nettes connaissances scientifiques ; depuis
la guerre, un autre facteur a pris une
place d'une importance extrême dans les
combinaisons : je veux parler du prix des
denrées. La cherté de la vie porte surtout
sur la nourriture de la famille. Il en ré-
sulte un bouleversement véritable dans
les menus donnés et recommandés par nos
savants hygiénistes, dans les recettes de
nos maîtres cuisiniers, et bien mal inspi-
rément l'école ménagère qui enseigne-
rait selon les programmes et les formules
d'avant-guerre.

Dépendant, plus nous réfléchissons aux
grands problèmes d'hygiène sociale : al-
coolisme, tuberculose, paucité, mor-
talité, infantile etc., plus nous nous
rendons compte de l'importance d'une alimen-
tation rationnelle.

La question est répandue, codifiée, ac-
ceptée et pratiquée aujourd'hui par la
plupart des jeunes mères à fait baliser
dans une notable mesure le terrain de la
mortalité des nourrissons dont l'hygiène
est qualifiée par l'éminent professeur
Budin, l'hygiène du tube digestif ; mais
beaucoup restent à faire pour la petite en-
fance, de un à six ans pour la jeunesse
et les adultes. J'en parlerai plus longuement
dans un prochain article, mais dès à pré-
sent je puis bien affirmer que tel nour-
rison, bien portant au sevrage, par suite
d'une alimentation défectueuse, est deve-
nu le pauvre rachitique que nous plaçons
tout en nous révoltant contre l'igno-
rance des mères et l'indifférence de
ceux qui, en réclamant pour la France une
nombreuse progéniture oublient trop que
le nombre importe moins que la qualité
et que les enfants en état de misère phy-
siologique par suite d'une hygiène déman-
quée, dont une très grande pauvreté
peut être l'origine, préparent à la tuber-
culose des candidats qui défient le plus
souvent la prophylaxie la plus attentive.

Car ce n'est pas surtout du germe qu'il
s'agit de se défendre, mais bien de la
préparation du « terrain » qu'il faut se
préoccuper. Aux repa plantureux des
sanatoria destinés à réparer, le père de
menu simple, suffisant et bien préparé
de la famille ouvrière qui fait un orga-
nisme robuste ; avec un logement sain il
l'élève mieux notre race de la misère vi-
suelle que ne feront jamais les mesures
médicales les mieux comprises, ces dé-

vouements les plus meilleurs s'attaquant
à évincer le mal alors qu'il envahit l'être
humain. Prévenir vaut mieux que guérir
pour la tuberculose et aussi pour l'alcool-
isme.

C'est là que nous rencontrons malheu-
reusement aujourd'hui la difficulté que
nous signalons au début de cette étude,
la cherté de la vie. Comment, au prix
où sont les denrées, nourrir, je ne dis
pas rassasier, avec un franc (1) par
jour et par personne de jeunes êtres qui
grandissent et de robustes travailleurs qui
fournissent un effort sérieux ?

Si la solution du problème était malaisée
avant la guerre, elle devient si difficile
aujourd'hui qu'il faut une science vérita-
ble, un savoir-faire extraordinaire pour
la trouver. En effet, ce franc ce « est
pas seulement à acheter, mais à loger, à
habiller, en un mot à entretenir complète-
ment l'individu qu'il doit servir. Il ne
reste donc guère, une fois les dépenses in-
dispensables faites, que 0 fr. 40 à 50 cen-
times pour l'alimentation proprement dite !

(1) On sait en effet que l'assistance n'est
accordée aux familles nombreuses que si le
gain du chef de famille ne donne pas,
en moyenne un franc par jour et par per-
sonne.

MORALE PUBLIQUE

Tandis que nos vieilles civilisations ac-
cordaient si fâcheusement aux hommes la
permission d'immoralité, elles consti-
tuaient les femmes gardiennes de la mo-
rale par la sévérité même dont elle acca-
blait leurs fautes, et disaient, par une
éducation meilleure. Mais ici, comme
pour l'alcool et plus encore, la contagion
était inévitable. En effet, puisque tous
les dérangements étaient permis à l'homme,
ses efforts pour se procurer des com-
plices parmi les femmes devaient être
admis ; ils furent encouragés, et l'on vit
s'établir dans les sociétés dites civilisées,
une classe de femmes vouées à la débauche
rétribuée.

Cette conception abominable est à la
base de toute l'immoralité sociale. Tant
qu'un peuple la maintiendra, les mœurs y
restent incurablement atteintes.

Il devait arriver que du jour, où
parmi les femmes préservées par l'orga-
nisation familiale, il s'en trouverait d'as-
sez éclairées pour vouloir s'instruire de
l'état social, quelques-unes fussent sou-
levées d'indignation par la découverte
d'une telle honte et d'une telle absurdité.
Et, comme il convenait, ce sont des fem-
mes qui aujourd'hui vont en tête de la
double propagande, de la double action
par lesquelles seulement sera rendu pos-
sible le relèvement général des mœurs.

Le bon fonctionnement d'une hygiène
morale, de laquelle dépend autant et plus
que de l'hygiène physique le salut de la
race. Les féministes ont attaqué le mal
par ses divers côtés : d'abord par une
propagande dans l'opinion, ayant pour
but de détruire les préjugés qui démo-
ralisent la jeunesse masculine ; par une
propagande auprès des pouvoirs contre
le régime officiel des mœurs qui patron-
ne la prostitution ; par une action de
secours envers les jeunes filles et les
femmes pour les protéger ou les relever.

Cette campagne est une de celles dont
les difficultés inspirent aux apôtres qui
s'y dévouent, hommes et femmes, le désir
ardent que des femmes participent au
gouvernement ; une des grandes ouvrières
de la lutte contre l'immoralité, Mme
de Witt-Schlumberger a été conduite par
cette voie à la revendication du suffrage
des femmes. Non seulement les femmes
électrices et députées hâteraient la réfor-
me du régime des mœurs ; mais par le
pouvoir qu'elles acquerraient ainsi, la
lutte contre l'alcool et en faveur de tou-
tes les réformes d'intérêt féminin, celles
principalement qui concernent le travail
des femmes, elles amélioreraient la condi-
tion féminine et pareraient aux désastres
des mœurs causés dans la famille par l'in-
conduite de l'homme et la misère.

Nous laissons la parole aux deux gran-
des spécialistes de ces questions que nous
comptons dans nos rangs. D'abord à Mme
de Witt-Schlumberger, l'éminente secré-
taire du Conseil national aux femmes,
présidente de la section d'hygiène morale
du Conseil international des femmes, mem-
bre depuis 1903 de la Commission extra-
parlementaire du Régime des mœurs, la
première femme admise dans une Com-
mission de ce genre, et présidente-fon-
datrice de L'Œuvre-Libératrice.

L'Hygiène Sanitaire et Morale

Dans le programme national de l'action
des Françaises pour le relèvement de la
Patrie, le chapitre de l'hygiène morale,
celle et privée (relèvement des mœurs,
des spectacles, lutte contre la prostitu-
tion, relèvement de la natalité) me sem-
ble d'une importance vitale.

Non pas que je croie ou n'aie jamais cru
à une infériorité morale de notre peup-
le. La réputation de légèreté qui nous a été
faite, à tenu bien davantage aux défauts
que nous affectons d'avoir qu'à ceux que
nous avons. La famille française est in-
contestablement la plus unie, celle où le
mari et la femme ont mis le plus en
commun : travail, espérances, peines et
joies, et où les enfants sont le plus ai-
més — trop même, puisque de cet excès
d'amour est né un égoïsme souvent res-
trictif.

Voilà de quoi faire réfléchir et voilà
ce qui bouleverse les plans et les pro-
grammes des écoles ménagères. Avant la
guerre, on y enseignait, à côté de la cui-
sine onéreuse et compliquée, la prépara-
tion facile de mets simples et peu coû-
teux ; actuellement, toutes ces formules
« riches ou économiques », comme nous
les dénommons alors, sont à revoir. Il
faut réduire et parfois supprimer toute
une série d'éléments qui venaient les
mets, les parfumaient et leur donnait un
« cachet » français que les étrangers ap-
préciaient et dont nous-mêmes étions
fières ; il faut simplifier nos menus et la
confection des mets qui les composent
tout en leur conservant une valeur ali-
mentaire suffisante.

Le problème est digne d'intéresser tou-
tes les femmes et toutes les jeunes filles
françaises et il occupera, cette année, la
première place dans nos cours de cuisine
de l'Ecole des Mères. Car il ne s'agit ici,
je le répète, ni d'une question banale, ni
d'une question d'ordre secondaire ; malgré
sa modeste apparence on peut bien affir-
mer que de son intelligente réduction
dépend dans une large mesure l'avenir vi-
cto-rien, celle que notre pays doit rempor-
ter à l'intérieur s'il veut que la victoire hé-
roïque fasse en même temps que des Fran-
çais libres des Français heureux !

A. MOULLE-WEISS.

Directrice-fondatrice de l'Ecole des Mères

MORALE PUBLIQUE

Je voudrais, dans le monde surtout, que le
mot « vertu » appliqué à un homme nous
fit sourire ; à cette indifférence devant
le mal qui nous faisait l'excuser, nous
même que ses répercussions profondes
nous étaient révélées, et cela pour n'a-
voir pas à intervenir.

Dans la lutte pour le relèvement de
la morale publique, notre courage n'est
guère allié, lorsque, par hasard, nous
avons eu des velléités d'action, plus loin
qu'à de timides protestations d'ordre gé-
néral, constatant les faits sans remonter
aux causes — surtout lorsque le mal
l'on dénonçait prenait sa source dans les
hauts massifs de notre administration.

Pour la question, devenue depuis quel-
ques années si aiguë, de la prostitution,
et surtout de la prostitution juvénile,
qu'a-t-on fait ? Rien ou presque. Ce n'est
pas que l'on ne s'en soit occupé. On a
nommé une Commission extraparlémen-
taire dont les travaux ont duré quel-
ques ans et qui n'ont abouti à rien, grâce
à l'indifférence des uns et à la résistance
des autres, que ses conclusions généraient
dans leur politique ou leurs intérêts. On
a voté des lois successives pour la protec-
tion de l'adolescence et la lutte contre la
prostitution, lois dont aucune n'a pu être
appliquée efficacement parce que, tou-
jours tel ou tel rouage administratif en
venait à l'effacement, aboutissant toutes à
l'interdiction de la jeune fille tombée,
mais aucune ne visant efficacement sa
protection avant la chute. Que dire des
autres facteurs importants dénoncés si
souvent déjà et toujours sans résultat :
lois scolaires, sans force puisque sans
sanctions ; lois sur l'apprentissage, mal
étudiées, votées à la hâte et bien plus
pour donner satisfaction à une clientèle
électorale que pour obtenir une améliora-
tion réelle, laissant entre l'école et l'at-
elier une lacune dangereuse ; salaires de
famille payés aux ouvrières ; manque
d'éducation de la jeunesse que l'instruc-
tion trop souvent n'arrête pas sur la
pente fatale.

La guerre, si elle a eu par ailleurs le
résultat admirable de nous révéler à
nous-mêmes et de nous prouver, par ce
que nous avons su improviser, ce que
nous sommes capables de faire, n'a, hélas,
dans le domaine particulier, ni pu
qu'aggraver le mal.

Au début de la guerre il était apparu
certaines précautions d'ordre sanitaire
et moral, prises par les autorités alié-
nées, dans la mesure du possible, parer
au danger. L'autorité militaire, préoc-
upée de l'influence néfaste que pouvait
avoir, à ce double point de vue, l'exis-
tence de foyers de débauche dans la zone
des armées avait nettoyé les villes fron-
tières de leurs contingents de prostituées
et fermé les maisons de tolérance. On
avait semblé comprendre le péril, ce
constatant, au milieu de ces aggloméra-
tions d'hommes, jeunes pour la plupart et
dignes subitement de leurs, ces senti-
ments du vice, où toute surveillance, de
quelque ordre qu'elle fût, devenait im-
possible et où l'alcoolisme, la débauche,
la maladie, et souvent l'espionnage, mar-
chaient de pair.

Ce geste des autorités militaires fut un
soulagement pour ceux que ces questions
préoccupaient. On voyait un achève-
ment vers un régime meilleur. L'illu-
sion, hélas, ne fut pas de longue durée.
Bientôt, où cela était possible, les mai-
sons de tolérance s'ouvrirent à nouveau,
des hordes de prostituées s'abattirent
dans le voisinage de l'armée. Ce qui de-
vait arriver, arriva : l'état sanitaire des
hommes s'en ressentit, les cas de conta-
mination furent nombreux, surtout par-
mi les jeunes classes. Entraînés par
l'exemple, grisés par le voisinage du dan-
ger, ces jeunes gens se ruèrent au pla-
isir, sans souci d'un danger qui pour eux
n'existait pas. L'administration ne leur
garantissait-elle pas la qualité de la
marchandise livrée ?

La surveillance se ralentit même à un
tel degré que, dans une ville que je ne
nommerai pas, point de concentration de
troupes françaises et alliées, on put, à
certains moments, voir des soldats sta-
tionner pendant des heures devant les
maisons de tolérance, leur numéro d'or-
dre à la main et attendant leur tour, sous
les yeux des locataires des immeubles
avoisinants et des enfants amusés par ce
spectacle insoucié.

Sous quelles influences disparut ce
scandale, ce n'est pas le lieu ni le mo-
ment de le dire : une parole énergique,
venue de haut, avait suffi pour le faire
cesser.

Une légère amélioration se dessine
alors, amélioration due — disons-le bien
haut, à M. Justin Godart, son secrétaire
d'Etat à l'Hygiène, au Ministère de la
Guerre, qui eut le courage, dans ses
« Conseils au Soldat pour sa santé », de
dire aux hommes auxquels il s'adressait

que le moyen le plus infallible d'éviter
la contamination était encore de ne pas
s'y exposer et que « la chasteté n'avait
jamais fait rire que les imbéciles ».

Aujourd'hui, malgré la volonté évi-
dente du Ministère de faire mieux, la situa-
tion s'aggrave de nouveau. De quel dé-
chet humain la nation paiera-t-elle plus
tard les fautes commises dans cet ordre
d'idées, l'avenir le montrera. Mais ne ré-
criminons pas, ce sont là les fautes du
passé ; songeons à l'avenir.

Les femmes peuvent et doivent avoir
une influence prépondérante dans cette
œuvre de défense nationale ; plus encore
que l'homme elles y sont intéressées. Ce
sont moins des lois de coercition contre
la femme tombée que des lois de protec-
tion de la jeune fille qui doivent être ré-
clamées. L'homme qui débouche une
femme et l'abandonne devrait être envi-
sagé comme un malfaiteur, au même
titre qu'un voleur ou un escroc.

Si la prostitution, phénomène social,
ne peut disparaître qu'avec la disparition
des conditions qui l'engendrent, au moins
ne devons-nous pas tolérer que, sous
les prétextes mensongers d'ordre public,
de morale ou d'hygiène, on en fasse un
métier, plus ; un esclavage officiel dont
peuvent s'affranchir que par miracles
celles que de tristes circonstances pou-
sèrent au ruisseau.

La dégradation de ces malheureuses,
est une honte qui rejait sur nous par
le fait de notre acceptation de leur dé-
chéance.

Le jour où les femmes auront compris
leur devoir dans ce domaine ; le jour où,
éducatrices de leurs fils, elles leur auront
appris à respecter toutes les femmes, le
jour où elles auront inculqué à leurs fils
les sentiments de mépris que méritait
l'homme à bonnes fortunes, ce jour-là,
avec ou sans transformation des lois qui
nous régissent, une révolution se sera
opérée dans nos mœurs. Don Juan aura
vécu et le séducteur qui n'acceptera pas
la responsabilité de ses actes, à quelque
classe qu'il appartienne, sera seul l'objet
du mépris qui, aujourd'hui, écrase la fil-
le-mère.

Entendre des femmes dire, comme cela
arrive souvent encore : « Je ne veux pas
m'occuper de ces questions ; seules les
hommes femmes sont intéressantes »
équivalait à dire : « Je ne veux pas m'oc-
cuper des malades ; seuls les gens sains
m'intéressent ».

Au point de vue de l'avenir de la race,
de l'honneur de notre pays, la santé mo-
rale a une valeur au moins équivalente
à l'hygiène physique. Avoir encourage-
ment abordé cette question restera l'hon-
neur du féminisme.

G. AVRIL DE SAINT-CROIX

L'Unité de la Morale et la Traite
des Blancs au Conseil National

Voici maintenant quelques extraits du
rapport par lequel Mme de Witt-Schlumberger
qui s'occupe depuis trente ans de la
question des mœurs, a inauguré la
section de morale du Conseil national
dont elle prenait la Présidence.

Celles qui ont compris ont pu constater
avec horreur tout le mal qui découle du
principe des deux moralités : toutes les
injustices qui en résultent pour les fem-
mes, et tout le mal qu'entraîne dans la
monde entier, et surtout pour les enfants,
par l'hérédité, les vices tolérés et même
protégés par l'Etat.

De moment que nous réclamons l'éga-
lité entre les sexes, du moment que nous
demandons à travail égal salaire égal,
nous devons avoir un principe intangible
d'égalité entre les sexes, aussi bien pour
les mœurs que pour les autres questions,
le respect de la femme ne sera obtenu
qu'à ce prix et la solidarité féminine ex-
acte que la femme la plus pure se sente
atteinte dans sa dignité lorsqu'une mesu-
re injuste et infamante est prise par
l'autorité contre une autre femme, en-
tant que femme, et non dans la mesure
de sa faute.

Certes, beaucoup d'hommes ont un
idéal moral élevé, nous sommes trop
heureuses de le reconnaître, mais croyez-
moi, Mesdames, il est bien nécessaire que
les femmes servent de soutien à cet idéal.

Pendant trop longtemps les hommes
ont réussi à persuader aux femmes que
certains domaines devaient rester fermés
à leur inquisition et qu'en particulier la
prostitution et tout ce qui en découle ne
pouvait être étudiée par des femmes
honnêtes.

Qu'ils aient agi dans l'intérêt des hom-
mes vicieux ou pour épargner aux fem-
mes pures des révélations de souffrance
et d'horreur, le résultat est le même, ces
hommes se sont trompés. Tout ce qui
concerne les femmes, les enfants et la
race doit être particulièrement étudié
par les femmes, c'est pour elles un devoir
absolu qui doit être courageusement en-
visagé et auquel ne failira pas notre
Section de l'Unité de la Morale.

Nous reconnaissons que les hommes,
comme les femmes, et les femmes, com-
me les hommes, sont des créatures com-
posées d'une nature supérieure et d'une
nature inférieure. Celle-ci a aussi ses
qualités, mais en tant que nature infé-
rieure, elle doit être disciplinée et diri-
gée par la partie supérieure de l'être.

Ne médions pas de notre corps, mais
tenons-le en bride. L'excitation des be-
soins sexuels chez les hommes, lors-
qu'elle existe, est venue en grande par-
tie de l'habitude, prise pendant des gé-
nérations et des générations, de ne pas
réfréner ces besoins, parfois imaginaires,
et de qualifier d'admissibles chez les hom-
mes les actes que l'on qualifie de repré-
hensibles chez les femmes. Lorsque les
hommes veulent user de leur force de
volonté pour se tenir en bride ils en sont
fort capables, et bien des femmes ont
besoin aussi d'exercer sur elles-mêmes un
contrôle sévère dont elles ne parlent pas
mais qu'elles sentent nécessaire.

Dans les pays belligérants, on a une
tendance générale, en ce moment, à au-
gmenter la réglementation, quoique les
médecins honnêtes reconnaissent l'ineffi-
cacité de la police des mœurs et de la
réglementation au point de vue de l'hy-
giène et des maladies vénériennes dont
le développement est devenu, depuis la
guerre, un terrible danger.

On ne devrait pourtant pas oublier que
la seule manière efficace de lutter contre
ce fléau est l'institution multiple à l'in-
fini de dispensaires appropriés à ces ma-

ladies. L'Assistance publique semble dé-
cidée à prendre des mesures efficaces et
l'Institut prophylactique, fondé il y a
deux mois, vient d'ouvrir un second dans
un quartier nord de Paris. Nous ne sau-
rions trop applaudir à cette initiative.

D'un autre côté, la Ligue française
pour le relèvement de la moralité publi-
que, consciente des grandes tentations
actuelles auxquelles les soldats et les of-
ficiers sont exposés en temps de guerre
lorsqu'ils ne se trouvent pas directement
sur le front, a reçu du ministre de la
Guerre l'autorisation de faire faire de
nombreuses conférences dans les camps
et les casernes et ces conférences ont été
très suivies par les hommes et les of-
ficiers.

On a aussi distribué aux soldats une
brochure dans laquelle pour la première
fois, croyons-nous, un chef d'état-major
explique aux jeunes gens que la chasteté
n'est pas nuisible.

Reprenons, en quelques mots, le problè-
me que se propose notre Section de l'U-
nité de la Morale : En premier lieu et en
principe l'examen de la réglementation
de la prostitution et de la police des
mœurs ainsi que la lutte pour la répres-
sion de la traite des blanches ; ces deux
questions sont à l'étude dans les Sections
de Morale de tous les pays affiliés au
Conseil international des femmes.

A la fin du dernier Congrès du Conseil
international, à Rome, en juin 1916, la
Présidente de la Section internationale de
l'Unité de la Morale, Mme Avril de Saint-
Croix, avait proposé à la Section d'in-
verser les sujets d'études, afin qu'on les exa-
mine à la fois dans le monde entier, en-
tre autres la question de la protection de
la jeune fille sur les bateaux de passa-
gers.

La guerre nous oblige à renoncer mo-
mentanément à cette étude et en décem-
bre 1915, notre Présidente internationale
a posé à ses Délégués les questions sui-
vantes auxquelles j'ai répondu :

1° Quelle a été l'influence de la guerre
au point de vue de la traite des fem-
mes ?

2° Quelle a été l'influence de la guerre
dans votre pays au point de vue de l'U-
nité de la morale et de l'étiage des
mœurs.

Mais beaucoup d'autres problèmes
ayant un côté moral se posent aussi à
nous. C'est ce côté moral des questions
qui nous paraît rentrer dans les attributions
de la Section, et que nous comptons
étudier tout en nous nommant à cet effet une
petite Commission spéciale, sans quoi la
Section serait débordée de travail. Nous
avons déjà agi ainsi pour les mauvais
films de cinéma qui ont sur la criminalité
juvénile, une influence si désastreuse
et qu'il faut trouver le moyen d'enray-
er. Nous en reparlerons à la Section lors-
que l'étude de la Commission sera plus
avancée.

Nous nous intéressons, cela va sans
dire, mais sans pouvoir la traiter réelle-
ment, à la grande question de la repro-
duction de la France. Deux de nos mem-
bres font partie du Conseil de Direction
de la Ligue « Pour la Vie », créée par M.
Paul Bureau, et qui envisage cet immen-
se problème dans toute son ampleur et
son importance.

De même, au point de vue des mœurs,
un de nos membres fait partie du Comité
de la Branche française de la Fédération
Abolitionniste internationale contre la ré-
gimentation de la prostitution.

De vastes problèmes résultant de la
guerre et concernant la vie de milliers
de femmes devront aussi, et très spécia-
lement, faire le sujet de nos préoccupa-
tions. Il en est de particulièrement déli-
cats. Quelle sera la situation de la fem-
me seule ? Il ne faut pas se dissimuler
qu'en raison du grand nombre d'hommes
tués à la guerre, une quantité de fem-
mes ne pourront pas se marier. Les jeun-
es veuves, auront encore leurs enfants,
tâche lourde mais précieuse ; elles auront
leurs souvenirs douloureux, mais doux.
Les jeunes filles, qu'auront-elles pour
remplir leur vie et leur cœur ? Elles se
sentiront privées de leur part de chance
de bonheur. Il faudra leur créer de toutes
pièces un avenir comportant des intérêts,
des occupations, des affections.

Nous rejetons avec horreur l'idée de la
bigamie légale qui a déjà été mise en
avant en Allemagne et que certaines fem-
mes très honorables pourtant paraissent
disposées à accepter. Certes, il faut beau-
coup d'enfants pour refaire une France
nouvelle, nous espérons que les jeunes
femmes mariées et en bonne santé com-
prendront toutes le devoir national qui
s'impose à elles, et d'un autre côté nous
devrions pousser les hommes au mariage.
Nous voulons aussi recevoir avec amour
et protéger les enfants qui n'ont pas de
père légal, mais accepter la bigamie com-
me principe reconnu, même temporaire-
ment, serait un tel recul de la civilisa-
tion, un tel avilissement de la femme,
qu'il nous est impossible d'envisager un
seul instant la déchéance qui en résul-
terait certainement pour elle.

Cette Résolution, développant la pureté et la personnalité, se montre des plus précieuses pour la jeunesse des deux sexes.

Comme ligne éducative l'Etoile Blanche organise des conférences et des causeries, et publie des livres nocturnes et affiches. (La Famille, 2 fr. 2 vol.; Lettres aux jeunes filles, 0 fr. 30; Mission des Aînés au temps de guerre, 0 fr. 15).

Le Comité féminin rédige une feuille

« Le Sou mensuel des Mères » qui traite d'éducation, d'hygiène, etc., très recommandé comme conseiller familial (0 fr. 60 par an).

Pour tous renseignements s'adresser au Secrétariat de l'Etoile Blanche, 25, rue Bazin, Paris (14^e).

Nous reparlerons de l'œuvre Libératrice, présidée Mme Avril de Sainte-Croix.

LE TRAVAIL

La guerre a fait avancer considérablement cette question du travail des femmes, dont le principe est celui même de la question féministe tout entière. C'est de la dépendance économique de la femme envers l'homme, établie à la base des sociétés, que résulte l'infériorité de la condition féminine tout entière. Les premières revendications de celles qui en 1789, furent les premières apôtres féministes étaient celles-ci : la liberté de l'instruction, la liberté du travail, c'est-à-dire les deux droits primordiaux de l'être humain : le droit de savoir se conduire et le droit de pouvoir se suffire.

Cette convention d'après laquelle la femme n'a pas d'autre mission que d'aimer et d'être aimée, c'est-à-dire de ne s'occuper que du soin quotidien de l'homme et de la famille et de recevoir de l'homme, en échange, sa subsistance, n'a jamais répondu à une réalité : il y eut de tout temps par la force des choses, des travailleuses professionnelles. Mais le travail des femmes ne comptant dans les sociétés comme un accident, y resta nécessairement entravé et avili, réduit à des besognes et à des prix de rebut. Le développement inéluctable de ce travail dans la transformation des sociétés modernes n'a fait qu'aggraver les maux résultant de la convention qui le contraignait et le dépréciait en le considérant comme une anomalie.

La guerre vient de l'imposer d'une manière presque générale comme une nécessité patriotique. Cette nécessité subsiste après la guerre. De plus le nombre des femmes pour qui il est une nécessité personnelle se sera considérablement accrue. Il importe donc essentiellement de régulariser, si l'on peut dire, la situation en la faisant reconnaître comme un phénomène naturel et vital de l'existence normale d'une nation. Laisser subsister le préjugé d'après lequel il ne serait qu'une anomalie accidentelle et fâcheuse, c'est perpétuer le malheur qui a pu jusqu'ici peser sur lui et en même temps le désordre occasionné dans la société et dans la famille par sa mauvaise organisation.

La tâche des femmes est donc :

- 1° de travailler à faire admettre d'une manière absolue, le principe du travail féminin.
- 2° De pousser les familles, à donner une préférence à toutes les jeunes filles riches ou pauvres.
- 3° De soutenir les travailleuses dans la lutte pour le relèvement des gains des femmes dans les postes, où on les accepte et où tout d'abord elles doivent exiger de ceux qui les emploient, un salaire égal à celui des hommes à travail égal.
- 4° D'obtenir que tous les métiers, toutes les professions, toutes les fonctions publiques, deviennent accessibles aux femmes, comme elles le sont aux hommes.
- 5° De presser le progrès général de l'éducation féminine, tel que nous l'avons exposé au chapitre de l'Education ci-dessus.
- 6° De travailler à la création d'institutions, d'éducation professionnelle en vue de profession ou de métiers nouveaux et pour le développement des anciens.

7° Créer des institutions centrales de renseignements, de placement, de défense professionnelle et de secours pour les travailleuses.

8° Travailler activement au développement de l'assistance, aux mères seules ou mariées, dans les conditions où on l'a vu indiqué aux chapitres de l'assistance et de l'hygiène sociale.

9° Rechercher et préconiser la modification des conditions de temps du travail féminin, afin qu'il puisse ne pas absorber la journée entière.

10° Est-il besoin d'ajouter que la lutte pour une meilleure moralité masculine et contre la prostitution est indispensable au progrès du travail féminin.

Qu'il nous soit permis d'indiquer sur la question de l'activité féminine, une série d'articles de Mme Jeanne Mison, en cours de publication dans la Mode Pratique, (directrice : Mme de Broutelles, librairie Hachette, 79, boulevard Saint-Germain, tel. 025). Titre général de la série : **Le Champ d'action féminin**. Trois articles ont paru : **L'œuvre domestique** (26 août 1916, n° 35). **L'œuvre philanthropique** (9 septembre 1916, n° 37). **L'œuvre économique** (30 septembre 1916, n° 40). Deux autres, **Le Bonheur par le travail**, **Le Travail de la femme mariée et la famille**, paraîtront dans les prochains numéros. Signalez aussi dans la même publication, de remarquables études-guides de l'activité des femmes dans la vie rurale, par notre collaboratrice Odette Buisson, titre : **Le Retour à la campagne**; **Pour vivre de son jardin** (numéro de 9 septembre et du 14 octobre, 37 et 42).

ŒUVRES FÉMINISTES PRATIQUES EN FAVEUR DU TRAVAIL FÉMININ (créées depuis la guerre)

École féminine de Hautes études commerciales, Conservatoire des Arts et Métiers.

École Rachel, créée par Mme Louise Cruppi sur l'initiative de M. Léonard Rosenthal, entretenue par M. Rosenthal (107, faubourg Saint-Honoré), comprend 4 ateliers d'apprentissage de métiers nouveaux pour les femmes, lucratifs et offrant des débouchés certains. Garnissage des membres artificiels. Petite broderie électrique. Retouche photographique ; Prothèse dentaire. Apprentissage gratuit ; déjeuner et goûter gratuits ; fournitures gratuites de la blouse et des instruments.

École hôtelière fondée par Mlle Thompson, directrice de La Vie féminine.

Pour travailler au développement national, insiparable de la cause féminine, cette école a créé une Ecole hôtelière qui, dès le 1^{er} novembre 1915, a ouvert ses portes, 7, boulevard Beaumartin. Cette école a pour but de donner aux femmes une éducation professionnelle absolument indispensable, quel que soit le travail entrepris, et aussi de leur inculquer ce principe fondamental : « Que toute femme ait une tâche noble qu'elle accomplisse avec conscience ».

Grâce à l'instruction spécialisée, donnée dans cette école, les élèves seront en état de faire partie du personnel hôtelier français, qui remplacera avantageusement le personnel austro-allemand dont nos hôtels étaient envahis.

École de Gouvernantes, fondée par l'Association des institutrices diplômées, 43, rue Richer.

École de Jeunes filles commerciales, fondée par la Chambre de Commerce de Paris, 38, rue de Naples.

proposition de loi qui nous donne à peu près satisfaction. Les amendements que nous désirons voir adopter seront proposés lors de la discussion au Sénat. Il reste à attendre cette discussion, à la hâte, si nous le pouvons : il y a plus d'un an que le rapport devrait être déposé! Notre propagande ne se ralentira pas et comme il est juste de nous donner enfin le droit de remplacer les disparus par des petits qui ont besoin de nous, il faudra bien que la loi qui, parait-il, est « l'expression de la volonté générale » se conforme à ce qui est vraiment l'intérêt général.

Pour arriver à réaliser rapidement les réformes nécessaires, les Françaises demandent le droit de vote. Il est inadmissible que, dans une république, la moitié d'un pays subisse les lois faites par l'autre moitié. Mais il est aussi indispensable que les femmes soient enfin consultées sur ce qui les touche de si près. Les lois civiles, organisation sociale, travail, éducation, politique étrangère, nous ne pouvons nous désintéresser d'aucune des manifestations de la vie de notre pays. Nous rencontrons à tout instant la loi qui prescrit ou défend ; notre action se heurte à des barrières inutiles, dangereuses parfois, nous les savons telles et nous ne pouvons ajourner notre effort à ceux qui cherchent à les abattre. A l'étranger, dès que les femmes votent, les fluxus qu'elles avaient jusqu'alors combattus en vain reculent et leurs succès contre l'alcoolisme sont décisifs. Les Norvégiennes, grâce à leurs droits municipaux et politiques, font baisser la mortalité infantile de moitié et protègent efficacement la maternité.

Les Françaises veulent mettre au service de leur pays leur activité et leur indiscutable compétence. L'Union Française pour le Suffrage des Femmes se rallie à ce point de vue. Ce qui vient de se passer en Angleterre est d'ailleurs un encouragement. La participation à l'armée nationale a amené M. Asquith à la défense nationale des féministes à des déclarations officielles favorables au suffrage féminin.

Pour ceux qui, chez nous, se préoccupent des problèmes posés par la guerre, la réforme est des plus urgentes. Nous voulons des droits égaux à ceux des hommes et nous avons conscience que notre collaboration serait un bien pour le Pays. Notre propagande ne s'arrêtera qu'après les succès complets.

La proposition de loi déposée en 1906 par M. Dussaussoy et dont le rapport fut confié à M. Ferdinand Buisson, donne aux femmes l'électorat et l'éligibilité pour les conseils municipaux d'arrondissement et généraux. M. Pierre-Étienne Flandin a succédé comme rapporteur à M. Buisson. Nous attendons au Parlement au moins le vote de cette proposition.

N'avons-nous pas prouvé mille fois que nous aussi savons prévoir, organiser, persévérer ?

Nous avons pourtant une part de travail sériel que nous ne devons pas négliger. Nous sommes admises dans les Commissions ou Comités qui, à côté des assemblées élues, ont l'administration de services importants. La liste en est déjà longue et les dernières lois votées marquent à ce point de vue un grand progrès. Les Commissions agricoles sont ouvertes aux agricultrices. La Chambre et le Sénat ont fait une place aux femmes dans les Commissions arbitrales en matière de loyers et le Sénat a agi de même pour les Comités des pupilles de la nation (1).

Entrer dans ces Commissions, mais n'y entrer que lorsqu'on sait — sans fausse modestie ni ridicule timidité — pouvoir y être utile, y travailler de son mieux, c'est conquiesse les plus incrédules que les femmes peuvent comprendre des questions générales et prendre leur part de responsabilité.

La tâche des organisations féminines est lourde ; elles doivent essayer de faire aboutir les réformes à l'étude, en susciter de nouvelles et gagner l'opinion à leur programme. Grosir leurs rangs, c'est augmenter leur force et leurs chances de succès. Prendre dans la vie sociale sa part de travail, ne laisser passer aucune occasion de mettre au service du pays sa compétence et son énergie, c'est avancer le jour où les lois civiles et politiques feront à la femme la place qui leur revient dans la famille et dans la cité. C'est, dans les journaux que nous vivons, une tâche à laquelle nulle ne doit se soustraire.

PAULINE REBOUR.

(1) Nous donnerons dans un prochain numéro la liste des commissions ouvertes aux femmes.

La Propagande Française A L'ÉTRANGER

Dès le début des hostilités, il fut évident que les Allemands, en préparant la guerre de longue date, avaient prévu tout dans les moindres détails et, à côté de la campagne militaire, une campagne de propagande pour l'Allemagne, chez les neutres, par la presse, les brochures et l'image.

Ils avaient prévu tout... sauf ce qui arriva : au point de vue propagande, leurs efforts pour écarter, devant les neutres, leurs crimes impardonnables, furent vains et nous amenèrent à réagir vigoureusement, pour répondre. Les groupements existants, telle l'Alliance française, élargirent leur champ d'action et d'autres groupes, nombreux, se créèrent.

Actuellement, il existe maints Comités pour la propagande française à l'étranger ; il est peut-être à regretter qu'ils travaillent sans s'unir, et ignorent ce qu'ils ont agité et qu'on fait du bon ouvrage. Peut-être un jour verrons-nous la fédération des œuvres de propagande, œuvres qui, espérons-nous, subsisteront en se modifiant, après la guerre.

Le quartier général de la propagande, est la « Maison de la Presse », organisme officiel. Puis, parmi les plus importantes, il y a, parmi les plus impor-

lants groupements de propagande, nous citerons l'Alliance française dont le Bulletin, rédigé par des universitaires, pour répandre à l'étranger la connaissance de notre langue, tire actuellement à plus de 100.000 exemplaires, est traité en neuf langues et est envoyé chez les neutres.

Un très actif comité catholique de propagande, ainsi qu'un comité protestant, font également du bon travail.

L'idée française groupe un certain nombre de notabilités et crée à l'étranger, des agences d'informations télégraphiques.

Les Chambres de Commerce ont, elles aussi, fait de gros efforts ; enfin plusieurs femmes de lettres connues et principales : Mme Daniel Lesueur, ont fondé la Croisade des Femmes Françaises et l'Union française pour le Suffrage des Femmes, a créé, avec plusieurs autres sociétés féminines, un service féminin de propagande française à l'étranger. Ce à quoi on veut aboutir c'est, non seulement de répandre par la connaissance des faits, les affirmations mensongères des Allemands — sur ce chapitre l'opinion des neutres de bonne foi est faite — mais c'est aussi, dans le présent et dans l'avenir, faire connaître aux neutres qui nous ignorent, l'âme, le cœur et l'esprit français. Ce qu'il faut, c'est répandre au dehors, toutes les manifestations du génie français : artistiques, scientifiques, commerciales et industrielles ; c'est faire connaître notre pays, c'est donner aux étrangers le désir de le visiter, les différentes manières de propagande peuvent être entreprises dès à présent, sauf la restriction, apportée à l'élan commercial et industriel, par la nécessité de travailler d'abord pour la guerre et par la difficulté de trouver le personnel nécessaire.

Parmi les éléments importants de la propagande, nous en dégageons trois : l'élément artistique : des tournées théâtrales, avec nos meilleurs artistes jouant, non pas la pièce en vogue, tout souvent légère, mais nos meilleurs classiques et nos plus classiques modernes, voilà de l'utile et bonne propagande.

La création d'écoles françaises en pays neutres rendait d'immenses services ; elle en rend déjà d'ailleurs dans les contrées où existent des écoles de l'Alliance française.

Enfin, un autre excellent élément de propagande, est le voyageur de commerce qui n'apporte pas avec lui que la marchandise à vendre, mais encore les qualités de sa race, et le voyageur de commerce, s'il se montre réellement Français, c'est-à-dire loyal, spirituel, plein de bon sens et d'amabilité peut avoir chez les neutres une très pénétrante influence. Thérèse CASEVITZ.

ŒUVRES FÉMININES DE PROPAGANDE

Croisade des femmes françaises, 8, rue Edouard-VII.

Service féministe de propagande française, à l'étranger, secrétaire : Mme Thérèse CASEVITZ, 7, avenue Mercadès.

Prochains Numéros Spéciaux

Chacun des points de ce programme fera l'objet d'un ou de plusieurs des prochains numéros de La Française, dont la moitié au moins des colonnes sera consacrée à cette tâche.

Nous recevons avec plaisir les observations et les renseignements que nos lecteurs voudront nous envoyer pour ces numéros.

Nous nous proposons d'y consacrer une place plus développée aux œuvres, Aux œuvres à cette propagande paraît intéressante, nous demandons de nous adresser les renseignements qu'elles désirent voir publier.

De plus, nous serions reconnaissants d'aider à cette publication, soit en souscrivant un certain nombre d'exemplaires et en se chargeant de les distribuer, soit en contribuant pour une part à leur gré, aux frais de l'impression.

Priz des exemplaires de propagande. Les exemplaires de propagande, pris par 100 exemplaires au moins, seront complétés à raison de 7 francs les 100 exemplaires.

Pour envoi à domicile, ajouter le montant du port. Cent exemplaires pèsent environ 3 kilos. Pour les exemplaires sous bande, il sera complété en plus, 0 fr. 50 par 100 exemplaires.

La Presse et les Femmes

Appel aux femmes, par Henry Bérenger (Paris-Midi).

S'il se présentait assez de femmes dans les ateliers et les usines pour y remplir tous les emplois qu'elles peuvent utilement tenir, c'est plus d'un million d'hommes valides que ces femmes rendraient ainsi à l'armée. C'est plus d'un million de plus que Joffre récupérerait ainsi pour les suprêmes combats d'où dépend la victoire.

Dans combien de postes et d'équipes de l'arrière ne peut-on pas remplacer l'homme par la femme et renvoyer ainsi l'homme à l'honneur, qu'il réclame d'ailleurs lui-même, de servir son pays les armes à la main !

Il faut rappeler qu'en Angleterre la collaboration féminine s'est offerte beaucoup plus abondante qu'en France aux travaux de la guerre.

La question des effectifs se pose assez nettement à la France pour que le gouvernement et toutes ses administrations fassent un appel plus efficace à la femme aux femmes de toutes les classes, pour qu'elles tiennent la place de l'homme dans la plupart des services non combattants et qu'elles permettent à celui-ci de rejoindre au front son poste de défenseur armé de la patrie.

Le Salaire de la Maternité, par « Une Universitaire » (L'Éclair).

Pourquoi, par exemple, s'obstiner à parler de prime et non pas d'allocation ? C'est fausser du coup la chose et le mot et faire

perdre à tous les deux leur signification et leur pouvoir.

Or, il ne s'agit pas, répétons-le, de récompenser les familles nombreuses — ce qui serait une conception de pion ou de potache — mais de leur permettre d'élever convenablement, sans peiner d'avantage, au fur et à mesure de son entrée dans le monde, chaque enfant nouveau.

En attendant qu'il devienne une richesse, ce qui est dans la nature, le petit dernier est une charge : il lui faut du lait, si sa mère n'en a pas assez, et bientôt des bouillies, des vêtements, quand ce ne sont pas des remèdes ; il faut élargir la maison pour qu'elle abrite, sans étouffer ; toutes les semaines on va dépenser davantage ; c'est donc toutes les semaines que doit tomber dans la bourse régulièrement, fidèlement, ce salaire de la maternité, cette contribution de tous aux charges supplémentaires de certains.

Et rien ne vaudrait, soyez-en sûrs, pour exciter l'émulation du voisin, le retour perpétuel de la manne publique, surtout si le voisin était tenu de verser périodiquement lui aussi, l'impôt ou on le paierait. Cela lui assurerait par un encouragement contre un état de choses modifiable et d'environ un bien à sa portée.

Qui ne voit surtout que l'allocation constitue pour l'Etat la seule garantie contre l'ignorance et la mauvaise hygiène des parents ? Ce n'est pas de rachitiques, de boileux ou de borgnes que la France a besoin et encore moins de petites victimes qui mourraient dans leur seconde année, après avoir assuré à de tristes familles le bénéfice de leur première.

Bulletin des Sociétés Féministes

UNION FRANÇAISE POUR LE SUFFRAGE DES FEMMES.

L'Union Française pour le Suffrage des Femmes, s'est fait un plaisir d'envoyer ses cordiales félicitations à la Roumanie, lors de son adhésion à l'Entente des Alliés.

La dépeche ci-dessous, a donc été envoyée, à l'Association Nationale roumaine, pour le Droit des Femmes, société affiliée à l'Alliance Internationale pour le Suffrage des Femmes, et dont nous avons eu le plaisir de rencontrer journellement, l'intelligente présidente, Mme de Reus-Janculesco au Congrès de Budapest.

Mme de Reus-Janculesco, 204, Serban Voda, Bucarest.

Union Française Suffrage Femmes félicite chaudement nouvelle Alliée, Présidente de la We-Schlumberger.

Le 24 septembre arrivait la réponse de Bucarest :

Mme Marguerite de Witt-Schlumberger, — « Droit des Femmes », remercie chaleureusement. Souhaitons victoire pour France, victoire du droit des nations. Eugénie de Reus-Janculesco.

UNION FRATERNELLE DES FEMMES

Les sociétés suivantes ont signé avec l'Union fraternelle des Femmes, l'adresse de sympathies envoyée à M. Venizelos.

- L'Union française pour le suffrage des femmes.
- La Ligue du droit des femmes.
- La Société d'Amélioration pour le sort de la Femme.
- L'action des Femmes.
- Le suffrage des femmes.
- La Société des Femmes-radicales et radicales socialistes.
- Le féminisme français.

Toutes les bonnes Françaises doivent lire « LA FRANÇAISE ».

Tous les bons Français, doivent les y encourager.

CONCOURS aux Fonctions Publiques

Nous publions sous cette rubrique non seulement les concours accessibles aux femmes mais ceux réservés aux hommes, non moins utiles à connaître pour les mères qui ont des fils à orienter.

Adjoint technique des services municipaux de la ville de Paris. — Date prévue : de la cessation des hostilités. — Age : 18 à 25 ans. — Traitement : 2.100 à 4.900 ; aucun diplôme n'est exigé.

Vérificateur et commis à la manufacture de l'Etat. — Date prévue : de la cessation des hostilités. — Age : 18 à 25 ans. — Traitement : 1.500 à 5.000 ; baccalauréat exigé.

Commis à la banque de l'Algérie. — Date prévue : fin 1916 ou dès la cessation des hostilités. — Age : 18 à 25 ans. — Traitement : 1.500 à 5.000 ; baccalauréat exigé.

Commis à la banque de l'Algérie. — Date prévue : fin 1916 ou dès la cessation des hostilités. — Age : 25 à 30 ans. — Traitement : 1.500 à 3.000. — Avantages divers : accès aux emplois supérieurs ; aucun diplôme n'est exigé.

Rédacteur au ministère des Finances. — Date prévue : fin des hostilités. Age : 22 à 30 ans. — Traitement : 1.500 à 5.000. Accès aux emplois supérieurs. Baccalauréat exigé.

La France qui supporte de tels sacrifices ne doit plus duper par d'hypocrites arguments. Jusqu'ici, des femmes, de tous les pays, ont eu besoin de gagner leur pain. Elles ont souffert des obstacles et y trouvaient ; et toutes les actuelles ont été sourdement le gaspillage et le désordre né de l'absence féminine. Mais on a pu s'en apercevoir ou refuser de le voir. On ne le peut plus. La France maintenant, elle aura besoin de la guerre du travail des femmes pour elles une question de vie ou de mort. Et, de toutes leurs forces, n'avaient point un entier piteux ou un égisme criminel. Proclamer le droit intégral de la femme au travail et tout faire pour le lui donner et pour la préparer à le tenir, c'est le devoir de la France.

Entre tous les abus, le plus odieux, est celui qui consiste à arbitrairement l'activité de l'homme, homme ou femme, de lui-même pourvoir à sa subsistance et de lui-même à sa subsistance de tous les droits naturels. Aujourd'hui certaines femmes, c'est continuer de ne pas l'erreur qui sévit dans les certaines classes d'hommes qui interdisait le métier même

Vérificateur adjoint des poids et mesures. — Date prévue : fin des hostilités. — Age : 22 à 29 ans. — Traitement : 1.800 à 2.000 francs. Aucun diplôme n'est exigé.

Statisticien adjoint à la Statistique générale de France. — Date prévue : fin des hostilités. — Age : 20 à 30 ans. — Concours accessible aux dames et aux jeunes gens.

Rédacteur stagiaire à la caisse des dépôts et consignations. — Date prévue : de la cessation des hostilités. — Age : 22 à 30 ans. — Traitement : 1.500 à 5.000 francs. Accès aux emplois supérieurs. Baccalauréat exigé.

Rédacteur stagiaire à l'Administration des Finances. — Concours spécial exclusivement réservé aux réformés pour blessures de guerre ou maladie contractées au service. Les candidats devront être âgés de moins de 40 ans au 1^{er} janvier 1917. Baccalauréat exigé.

CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANEE

L'Hiver à la Côte d'Azur

17 Billets d'aller et retour collectifs de 1^{re}, 2^e et 3^e classes, valables 33 jours.

Délivrés du 15 octobre au 15 mai, dans toutes les gares P. L. M., aux familles d'au moins trois personnes pour :

Cassis, La Ciotat, St-Cyr-sur-Mer, La Cadière, Bandol, Ollioules, Sanary La Seyne-Tamaris-sur-Mer, Toulon, Hyères et toutes les gares situées entre St-Raphaël-Valescure, Grasse, Nice et Menton inclusivement.

Minimum de parcours simple : 150 kilomètres.

Prix. — Les deux premières personnes paient le plein tarif, la troisième une réduction de 50 0/0, la quatrième et chacune des suivantes d'une réduction de 75 0/0.

Faculté de prolongation d'une ou plusieurs périodes de quinze jours, moyennant un supplément de 10 0/0 du prix du billet pour chaque période.

Arrêts facultatifs aux gares situées sur l'itinéraire.

Demandez les billets quatre jours à l'avance à la gare de départ.

2^e Billets d'aller et retour collectifs de 2^e et 3^e classes valables jusqu'au 15 mai 1917.

délivrés du 1^{er} octobre au 15 novembre, dans toutes les gares P. L. M., aux familles d'au moins trois personnes pour :

Cassis et toutes gares P. L. M. situées au delà vers Menton.

Minimum de parcours simple : 400 kilomètres. Le coupon d'aller n'est valable que du 1^{er} octobre au 15 novembre 1916.

Prix. — Les deux premières personnes paient le plein tarif ; la troisième bénéficie d'une réduction de 50 0/0 ; la quatrième et chacune des suivantes d'une réduction de 75 0/0.

Arrêts facultatifs aux gares situées sur l'itinéraire.

Demandez les billets quatre jours à l'avance à la gare de départ.

PETITES ANNONCES

A VENDRE appareil photographique folding 10 x 15 à double tirage. Objectif anigmat. 1015

ON DEMANDE appareil 6,5 x 9 ou 9 x 12, jumelle ou bloc-notes, avec très bon objectif. 1016

Défauts de prononciation (états de santé), rapidement corrigés par Mme Gellie, professeur spécialisée, officier d'Académie, auteur d'ouvrages adoptés par la Ville de Paris 28, rue Vauquelin, Paris V.

Maisons Recommandées

ALIMENTATION pour Régime Diététique

FARINEUX MALTES et DIABÉTIQUES pour Malades, Convalescents, Enfants, Vieillards.

PÂTES ALIMENTAIRES

Maison Bignon-Pariani. — Fondée en 1885, 5, rue de l'Arcade, Paris. Madolesine. Téléphone : 303-04.

Pâtes alimentaires en tous genres Riz, Semoules, Tapiocas, etc. Conserves alimentaires.

Colis militaires franco pour le front. Livraison dans tout Paris. — Expéditions en Province. — Envoi franco du catalogue sur demande.

BIÈRES

BIÈRES FANTA non alcoolisées Bières Spéciales pour Nourriture Bière de Table

Bière Fine pour Soirées 6, rue Guyot (Paris). — Téléphone : 612-89.

HORS-D'ŒUVRE

Maison J. PATIN (fondée en 1879), 21, rue des Mathurins (près la rue Tronchet). — Téléphone : Central 47-68.

Produits alimentaires pour Soldats et Prisonniers de Guerre Cafés — Thé — Maté

Varié de Hors-d'Œuvres Livraisons Paris. — Expéditions en Province.

La Gérante : Jane MISMÉ.

Imprimerie F. CONTY, 11, rue Moitte.

ABONNEMENTS

FRANCE... Un an. 10 cent.

ÉTRANGER... 15 cent.

LE NUMÉRO : 10 cent.

FRANCE... 15 cent.

ÉTRANGER... 15 cent.

Ann. Bureaux du Journal et par la poste.

TELEPHONE : PASSY 48-15.

ANNONCES aux Bureaux du Journal

Les Femmes

Le secrétariat n'est ouvert que mercredi, vendredi, de 3 à 5 h. La directrice reçoit le vendredi de 3 à 6 heures.

Les Autres Femmes

On a pu voir cette dernière se révéler dans la presse un effort qui se poursuit longtemps afin d'entraîner les femmes comme conductrices de tramways à Paris.

Dès le début de la guerre, les femmes au Havre dans ces Bouches, non sans obstacles ont été admises. Peut-être en même en d'autres grandes villes des chauffeurs d'auto et rais citer une de nos abonnés qui conduit un camion de l'ind.

Mais les bons apôtres qui pague en toute occasion ce travail féminin, pleurent une sur la faiblesse féminine. Ils dit dans un journal punit, ou l'on s'étonne de le fait un grand sang-froid, un l'ont, une poignée solide p'd'écarter des piétons et d'entlision avec d'autres voitures, mes en sont incapables, gare dents ! Une fois de plus, on refuse un gain-pain au sous prétexte de leur propre ce qui est plus grave, de l'intel.

Mais le public commence point si sot. Les Compagnies sans sans se préoccuper de fions de la Préfecture de pcommencé à installer des chauffesses à côté de leurs w les voyageurs qui ont vu, e fonction depuis deux ans, adolescents et qui savent q froid, quelle volonté et quel des femmes dépendent dans taux, dans les usines et aux c confieront sans peur à celles Compagnies auront su choisir.

Ce qu'il faut retenir de c'est que des Français restent re ici, comme hélas ! en beaux domaines, passer leurs iteliers avant l'intérêt nation me qu'il est des accapareurs tures ou de vivres, il est des adu travail.

Certains syndicats ont comp tuation nouvelle que créait la aussitôt ont renoncé à leur d'obstruction contre les enga minins dans leur profession ; ntes y persistaient au détrime duction, de la vie nationale.

l'ense armée de notre pays longtemps à s'organiser, c'est pouvoirs militaires ont refusé systématiquement d'accepter services auxiliaires les femme campagne de la regrettable Mm foy avaient préparées à y ent l'offraient ; c'est que les syndallurgistes, ont, en d'orage nions, fait opposition au trav nia dans les usines.

La France qui supporte de tels sacrifices ne doit plus duper par d'hypocrites argum Jusqu'ici, des femmes, de to ont eu besoin de gagner leur pain. Elles ont souffert des obstacles et y trouvaient ; et toutes les actuelles ont été sourdement le gaspillage et le désordre né de l'absence féminine. Mais on a pu s'en apercevoir ou refuser de le voir. On ne le peut plus. La France maintenant, elle aura besoin de la guerre du travail des femmes pour elles une question de vie ou de mort. Et, de toutes leurs forces, n'avaient point un entier piteux ou un égisme criminel. Proclamer le droit intégral de la femme au travail et tout faire pour le lui donner et pour la préparer à le tenir, c'est le devoir de la France.

Entre tous les abus, le plus odieux, est celui qui consiste à arbitrairement l'activité de l'homme, homme ou femme, de lui-même pourvoir à sa subsistance et de lui-même à sa subsistance de tous les droits naturels. Aujourd'hui certaines femmes, c'est continuer de ne pas l'erreur qui sévit dans les certaines classes d'hommes qui interdisait le métier même